

Analyse critique des causes de la flambée des prix agricoles mondiaux

Jacques Berthelot (jacques.berthelot4@wanadoo.fr), Solidarité (<http://solidarite.asso.fr>)

23 avril 2008

Plan

- I – Classement des causes de la flambée récente des prix agricoles
- II – L'envolée récente des prix des principaux produits agricoles à usage alimentaire
- III - La baisse de la production et des stocks de grains face à la hausse de la demande
- IV – La responsabilité des principaux pays dans la flambée des prix agricoles mondiaux
- A – La Chine et l'Inde ne sont pas responsables de la flambée récente des prix agricoles mondiaux
- B – Les Etats-Unis et l'Union européenne portent la responsabilité essentielle
 - 1) Les EU, le bioéthanol de maïs et le biodiesel de soja
 - 2) L'Union européenne, le bioéthanol de céréales et betterave et le biodiesel de colza
 - 3) Les autres responsabilités des EU et de l'UE dans les émeutes actuelles de la faim
- C – Le Brésil a-t-il une responsabilité dans la flambée des prix agricoles?
- V – Le rôle de la spéculation financière sur les produits agricoles et le pétrole, et de la chute du dollar dans la flambée des prix agricoles

La présente note vise à clarifier et hiérarchiser les causes essentielles de la flambée récente des prix agricoles et alimentaires telles que diffusées par les médias, voire les économistes. Elle ne revient pas par contre sur les émeutes de la faim bien documentées ni sur les aspects agronomiques et environnementaux liés notamment à la production de biocarburants.

On commencera par classer les causes essentielles de cette flambée des prix agricoles, flambée que l'on mesurera ensuite pour les principaux produits avant de faire l'analyse des causes par produit puis d'identifier la responsabilité des principaux pays – Etats-Unis (EU), UE, Chine, Inde, Brésil – et celle de la spéculation financière. On se centrera principalement sur les céréales et oléagineux, sachant que la hausse de ces constituants de l'alimentation animale s'est répercutée sur les prix des viandes et produits laitiers.

I – Classement des causes de la flambée récente des prix agricoles

On peut distinguer les causes liées à l'augmentation de la demande de celles liées à l'insuffisance de l'offre ou à la hausse de ses coûts, sachant que certaines causes ont eu des effets à court terme alors que d'autres correspondent à des tendances de long terme, ce qui recoupe en partie la distinction entre causes conjoncturelles et structurelles.

Cette confusion des causes dues aux tendances de long terme passées ou futures avec les causes plus immédiates est illustrée par les réponses données par Gilles Hirzel, représentant de la FAO en France, dans un débat organisé par Les Echos le 14 avril 2008. A la question "*Qu'est-ce qui explique la hausse des prix des matières premières?*" Gilles Hirzel répond "*Evidemment les dérèglements climatiques sur l'année 2007. Ensuite il y a la croissance de la population, l'évolution de l'alimentation dans les pays émergents (ils consomment davantage de viande, ce qui exerce une pression sur le marché des céréales), l'augmentation du prix du pétrole et l'émergence de la production d'agro-carburants. Mais le véritable problème de fond est le désinvestissement dans le secteur agricole depuis de très nombreuses années*"¹. Toutes ces causes sont réelles mais semblent mettre sur le même plan les causes récentes dues

¹ <http://www.lesechos.fr/info/inter/4717336.htm>

aux dérèglements climatiques de 2007, à la production des agro-carburants et à la hausse du prix du pétrole avec des causes de plus long terme que sont l'évolution de l'alimentation des pays émergents et le désinvestissement dans le secteur agricole des PED.

1) – Causes liées à la demande

a) La cause essentielle a été l'envolée de la production de biocarburants depuis 2006 qui a réduit les volumes de céréales et oléagineux disponibles pour l'alimentation humaine directe et entraîné la hausse des prix des produits animaux consommateurs d'aliments du bétail.

b) La hausse de la consommation des produits alimentaires, liée à la hausse rapide du niveau de vie des pays émergents comme la Chine et l'Inde qui a conduit à une forte hausse de leur consommation de produits animaux, et donc de grains, notamment d'oléagineux. Mais cette hausse est une tendance à l'œuvre depuis de nombreuses années et ne peut rendre compte de la flambée progressive des prix agricoles depuis deux ans.

La croissance de la population mondiale à long terme – qui devrait passer de 6,6 milliards d'habitants en juillet 2007 à 9,3 milliards en juillet 2050, toute cette croissance devant survenir dans les PED – n'est a fortiori pas responsable de la flambée récente des prix mondiaux. Mais elle laisse entrevoir les difficultés à venir pour satisfaire les besoins alimentaires en 2050, sachant que déjà 854 millions d'humains souffraient de sous-nutrition chronique (déficit calorique) en 2001-03 et que leur nombre avait augmenté de 37 millions depuis 1999, et que, d'autre part, plus de 2 milliards souffraient de malnutrition (déficit en protéines, vitamines ou oligo-éléments).

c) Plus récemment la spéculation financière massive sur les prix des matières premières agricoles (et non agricoles) liée à la chute des valeurs mobilières, à la dépréciation du dollar, à la remontée de l'inflation et à la baisse de la croissance économique dans les pays développés et de nombreux pays en développement (PED).

d) Mais aussi la spéculation des commerçants, relayée par les achats de précaution des consommateurs anticipant la prolongation de la hausse des prix et les importations gouvernementales de pays comme les Philippines à n'importe quel prix dans la crainte qu'ils ne continuent à augmenter et pour décourager la spéculation des commerçants nationaux².

2) – Causes liées à l'offre

a) Les baisses de production :

- à court terme, celles dues à des calamités naturelles (sécheresse ou pluviométrie excessive),
- ou, en tendance à l'œuvre depuis de nombreuses années, des hausses de production inférieures à celles de la demande, entraînant la baisse des stocks, du fait : soit du plafonnement ou de la baisse des rendements indépendamment de calamités, soit de transferts de superficies d'une culture à l'autre, soit surtout liées à la moindre compétitivité due à des importations à des prix de dumping. On dénonce ici l'aberration des règles des échanges agricoles – promues par la Banque mondiale, le FMI et l'OMC, et les pays développés eux-mêmes, Etats-Unis (EU) et Union européenne (UE) en tête – ayant obligé les PED à réduire leur protection à l'importation tout en autorisant le dumping des pays développés camouflé sous des subventions agricoles internes massives bénéficiant aussi aux produits exportés.

² <http://www.bloomberg.com/apps/news?pid=newsarchive&sid=aAodCAZSqloo>

b) La flambée des prix du pétrole : elle a fortement renchéri le coût de tous les intrants agricoles et les frais de transport nationaux et internationaux et elle a aussi justifié les décisions politiques d'accélérer la production de biocarburants. La flambée des prix du pétrole est liée non seulement à la croissance forte des pays émergents, notamment Chine et Inde, face à une moindre croissance de la production de pétrole mais aussi à la faiblesse du dollar et à la volonté des pays exportateurs de maintenir leur pouvoir d'achat vis-à-vis des pays hors zone dollar.

c) Plus récemment les restrictions ou embargos à l'exportation de produits agricoles d'un grand nombre de pays exportateurs pour garantir la sécurité alimentaire de leurs citoyens à un prix raisonnable, et qui ont accéléré la flambée des prix.

II – L'envolée récente des prix des principaux produits agricoles à usage alimentaire

Rappelons que les EU sont "faiseurs des prix" mondiaux des "grains" (céréales, oléagineux, protéagineux)³ puisque les autres exportateurs se basent sur leurs prix FOB, après cotation à Chicago, Kansas City ou Minneapolis. Et, comme le prix des grains se répercute sur le prix des produits animaux qui les consomment, cela souligne déjà le rôle majeur des EU dans la flambée des prix agricoles.

1) Le tableau 1 montre l'évolution mensuelle des prix des principaux produits agricoles à usage alimentaire dans les bourses de marchandises de référence (celles des EU pour les céréales et le soja) depuis juillet 2007 ainsi que pour janvier et juillet 2006 et janvier 2007. Les prix sont généralement en dollars par tonne (\$/t), sauf pour le sucre et le coton (en US cents par livre) et le cacao (en livres sterling par tonne).

Tableau 1 – Flambée des prix agricoles de janvier 2006 à avril 2008

US dollars par tonne	2006		2007							2008			
	Janv.	Juillet	Janv.	Juillet	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Janv.	Fév.	Mars	Avril
Blé (HRW-2) FOB Golfe	170	213	209	246	273	343	354	335	381	377	439	482	395
Blé (SRW-2) FOB Golfe	143	146	176	217	250	323	327	308	345	340	394	397	316
Mais US n°2, FOB Golfe	103	114	166	149	151	158	165	171	183	203	222	233	251
Sorgho US n°2 FOB Golfe	107	128	175	159	170	179	174	172	201	226	224	230	249
Riz Thai 100% B	303	322	318	337	335	333	338	358	376	385	463	567	825*
Graine soja US n°1 FOB Golfe	233	235	275	313	321	357	369	403	440	471	524	492	481
Graine colza CIF Hambourg	263	322	356	405	439	485	521	562	597	643	693		
Huile soja, FOB Amsterdam	532	630	697	885	908	959	1012	1138	1164	1276	1400		
Huile de palme CIF Rotterdam	424	471	599	811	821	835	881	952	950	1059	1160		
Huile de colza FOB Rotterdam	733	822	818	921	955	1051	1195	1273	1397	1428	1434		
Huile coprah CIF Rotterdam	569	583	731	929	910	930	1010	1131	1153	1285	1382		
Huile arachide CIF Rotterdam	930	928	1180	1342	1404	1445	1486	1691	1777	1861	1958		
Tourteau soja CIF Rotterdam	207	202	247	289	297	342	384	397	425	434	453		
Tourteau colza FOB Hambou.	136	123	172	191	223	269	272	260	272	308	345		
Sucre (ISA) (US cents/lb)	15,41	16,14	11,01	10,16	9,84	9,75	9,99	10,09	10,69	11,76	13,37		
Lait écré poudre FOB Océanie	2163	2075	2900	5150	5083	4950	4967	4838	4400	4250	4000	3775	
Lait gras poudre FOB Océanie	2175	2100	2850	4650	4750	4750	4950	4838	4800	4400	4550	4750	
Beurre FOB Océanie	1950	1700	1938	3125	3533	3700	3800	4150	4050	4050	4050	4000	
Viande bovine cong. Argentine	1965	2305	2462	2093	2164	2509	2514	2583	2684	2773			
Viande de poulet FOB Brésil	1314	1140	1268	1476	1464	1501	1519	1598	1461	1726			
Viande porc congelé FOB US	2053	1948	2116	2073	2140	2163	2155	2141	2074	2101			
Viande ovine NZ à Londres	3749	4141	3979	4087	4111	4295	4393	4432	4313	4294			
Coton Index A: US cents/lb	58,94	55,49	59,48	63,70	58,71	61,08	64,40	61,98	65,57	68,13	69,22		
Café prix composite ICO "	95,8	88,6	107,7	106,2	108,0	113,2	115,7	114,4	118,2	122,3	138,8	136,2	
Cacao ELCM:CN8 (£/tonne)				1141	1058	997	1000	980	1059	1090	1250	1428	1321

Sources : <http://www.fao.org/es/esc/prices/PricesServlet.jsp?lang=en;> [http://www.ico.org/prices/p2.htm;](http://www.ico.org/prices/p2.htm) <http://fr.advm.com/p.php?pid=cmmulticharts&cb=1208103566&symbol=ELCM%5ECN8&redir=1;> * prix à terme de mai le 11 avril 2008

³ Daryll E. Ray, Daniel G. De La Torre Ugarte, Kelly J. Tiller, *Rethinking U.S. Agricultural Policy: Changing Course to Secure Farmer Livelihoods Worldwide*, September 2003.

La flambée des prix a touché la quasi-totalité des produits, à l'exception toutefois des viandes porcine et ovine et du sucre. La hausse des prix des produits tropicaux (coton, café, cacao) a été nettement moindre que celle des produits alimentaires de base principalement tempérés (céréales, oléagineux, produits laitiers) même si elle s'est accentuée depuis novembre 2007.

On peut classer les produits en fonction de leur pourcentage de hausse de janvier 2006 à février 2008 (on n'a pas les cotations de mars et avril 2008 pour tous les produits) et de leur date de plus forte hausse.

2) Le prix du blé HRW (Hard Red Winter) a été multiplié par 2,6 (par 2,8 jusqu'en mars 2008) et le blé SRW (Soft Red Winter) par 2,8 et le marché anticipe une baisse pour les mois à venir compte tenu de la hausse de production attendue, précisément parce que la hausse des prix du blé a été plus forte que celui des autres "grains" (maïs, soja).

Le tableau 2 montre que les différences dans la progression des prix payés aux agriculteurs des EU de 2004-05 à 2007-08⁴ et jusqu'en avril 2008 expliquent que les prévisions de semis pour 2008 y baissent de 8% pour le maïs alors qu'elles augmentent de 6% pour le blé et de 18% pour le soja⁵.

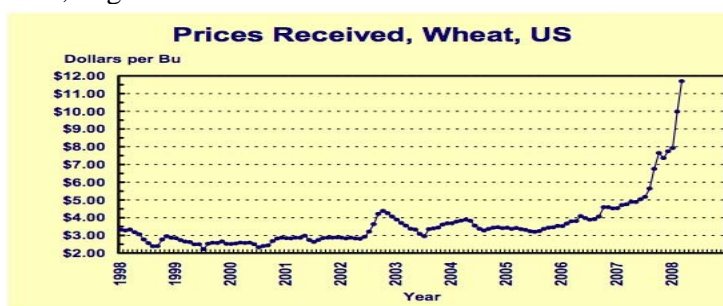
Tableau 2 – Prix à l'exploitation comparés du blé, du maïs et du soja des EU pour 2004-05 à 2007-08

\$ par tonne	2004-05	2005-06	2006-07	2007-08	avril 08
Tous blés	131	132	149	212	430*
Maïs	97	77	90	133	190*
Soja	278	219	208	305	438*

Sources : prix moyen à l'exploitation pour les années civiles 2004 à 2007 : <http://www.farmdoc.uiuc.edu/manage/uspricehistory/USPrice.asp> ;
* prix à l'exploitation en mars 2008 (<http://usda.mannlib.cornell.edu/usda/current/AgriPric/AgriPric-03-28-2008.pdf>)

2) Le prix du maïs a été multiplié par 2,2 (2,4 jusqu'en avril 2008) et celui du sorgho par 2,1 (2,3 jusqu'en avril 2008).

On voit ci-dessous la flambée des prix de 1998 à fin mars 2008. On a converti en \$/tonne les prix donnés en \$/boisseau sachant que le boisseau de blé comme de soja fait 27,2 kg et le boisseau de maïs 25,4 kg.



Agricultural Prices
March 2008

10

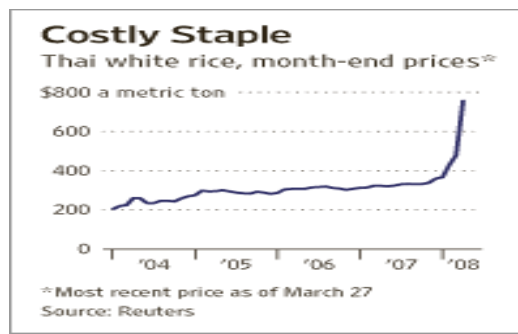
Agricultural Statistics Board
NASS, USDA

⁴ Les données de ce document se réfèrent aux campagnes de commercialisation, où est exportée la production de la campagne de production antérieure. En comparant la production et l'exportation ou l'importation de l'année 2007-08, on compare la récolte de 2007 avec ses échanges jusque juin 2008 (ou un autre mois).

⁵ <http://usda.mannlib.cornell.edu/MannUsda/viewDocumentInfo.do?documentID=1136>

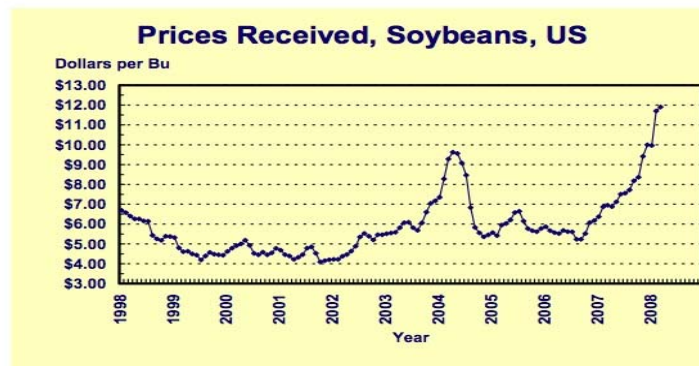


3) Le prix du riz n'a pratiquement pas bougé de janvier 2006 à octobre 2007 (+ 11%) mais s'est alors envolé progressivement jusqu'à atteindre 825 \$/t le 11 avril 2008, soit une multiplication par 2,7 par rapport à janvier 2006 ou 2,4 par rapport à octobre 2007.



Source : <http://www.peakoil.com/post627304.html>

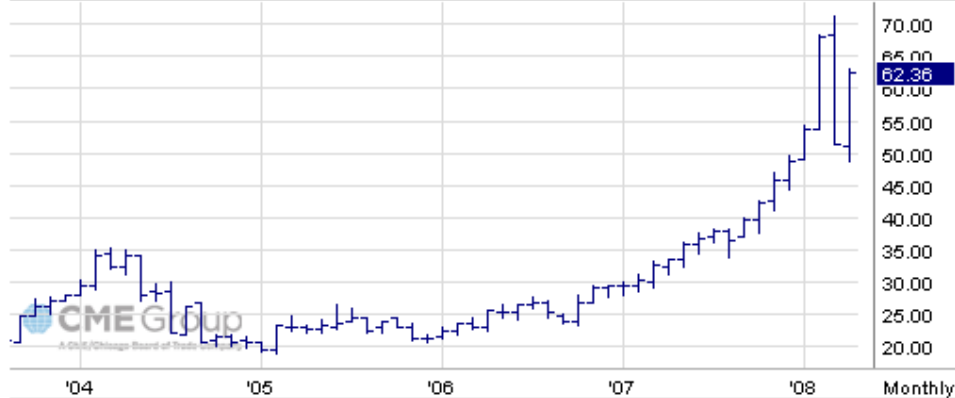
4) Les prix des graines oléagineuses : celui du soja a été multiplié par 2,2 de janvier 2006 à février 2008 (2,1 jusqu'en avril 2008) et celui du colza par 2,6 de février 2006 à février 2008. Cela est lié à son utilisation pour le biodiesel dans l'UE.



5) Le prix des huiles a également explosé, de janvier 2006 à janvier 2008 : multiplication par 2,6 pour celle de soja, par 2,7 pour l'huile de palme, par 2% pour celle de colza, 2,4 pour celle de coprah et 2,1 pour celle d'arachide.

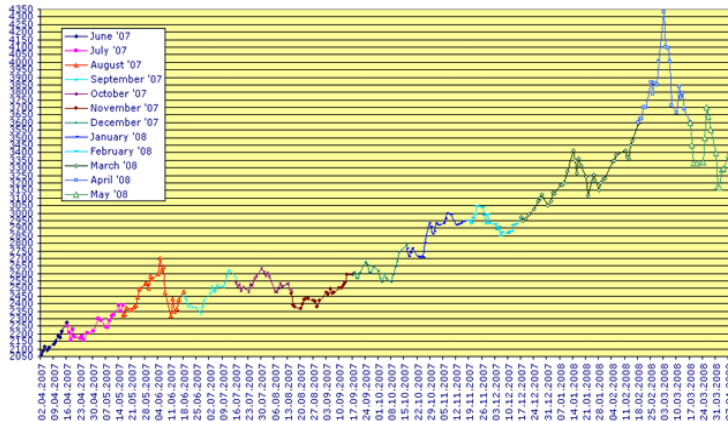
Prix à terme de l'huile de soja à Chicago en cents/livre de 2004 au 1^{er} avril 2008

ZL #F [10] - SOYBEAN OIL LAST: 62.36 CHANGE: ▼ 0.16 HIGH: 62.65 LOW: 61.96 4/1/2008



Source : <http://www.cmegroup.com/trading/commodities/grain-and-oilseed/soybean-oil.html>

Prix à terme de l'huile de palme de Malaisie (roupies/t) : 1^{er} avril 2007-7 avril 2008



Source : <http://www.palmoil.com/index.php?q=D1VTW1NASgIEAhEbVg9RAAYB>

Les principales raisons de la hausse des prix des oléagineux sont liées, comme pour le maïs, à la flambée de leur conversion en biocarburants, que ce soit l'huile de palme ou celles de colza et de soja. Mais la hausse des importations de graines et d'huile de la Chine et de l'Inde a joué également, même s'il s'agit d'un phénomène qui n'est pas nouveau. Enfin l'arrêt récent pendant 3 semaines des exportations de soja de l'Argentine pour cause de grèves a aussi joué.

6) Le prix des tourteaux a été multiplié par 2,2 pour le soja et 2,5 pour le colza.

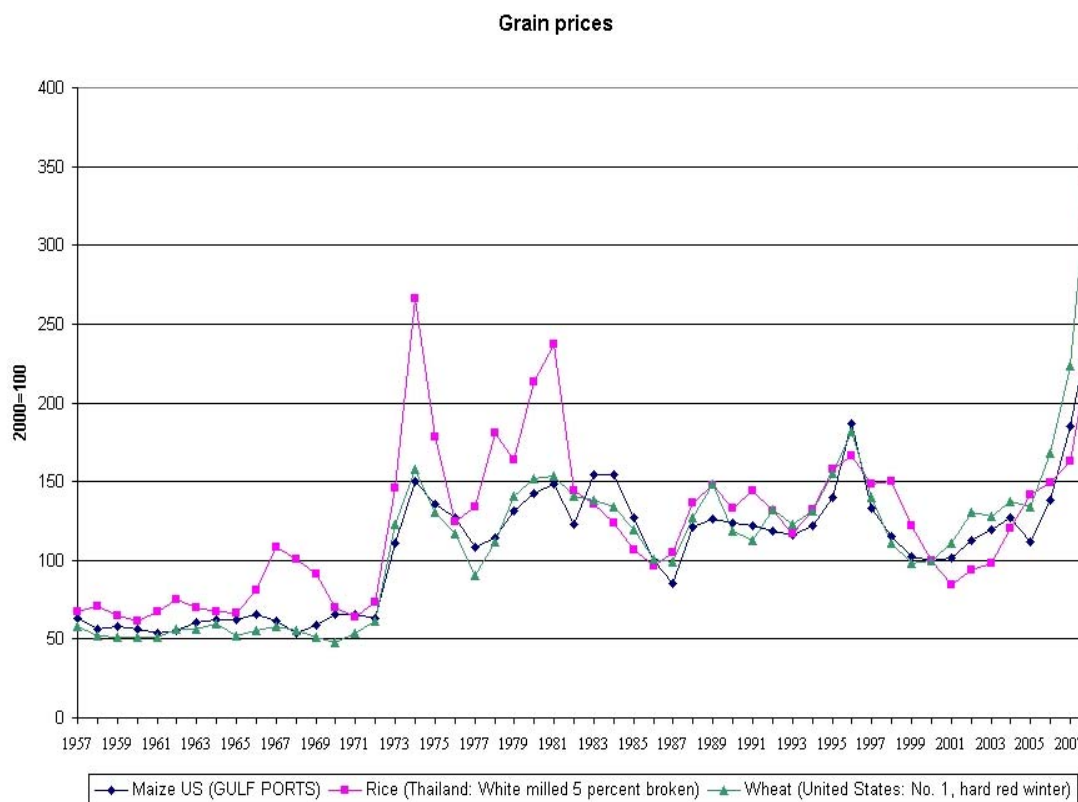
7) Le prix des produits laitiers a connu une évolution contrastée. Celui de la poudre écrémée a été multiplié par 2,4 de janvier 2006 à juillet 2005 mais, comme il a baissé ensuite, il n'a été multiplié que par 1,7 de janvier 2006 à février 2008. Le prix de la poudre grasse a été multiplié par 2,2 de janvier 2006 à août 2007 et est resté à ce niveau en mars 2008. Le prix du beurre a connu une progression continue et a été multiplié par 2,1 de janvier 2006 à février 2008.

8) Le prix de la viande bovine a augmenté de 41% (multiplié par 1,4) de janvier 2006 à janvier 2008. Celui de la viande de poulet de 31% dans le même temps mais de 51% de juillet 2006 à janvier 2008. Celui de la viande de porc est resté stable (+ 2%) de janvier 2006 à janvier 2008 et celui de la viande ovine n'a augmenté que de 15%.

9) Les prix des produits tropicaux ont augmenté beaucoup moins que ceux des prix des produits alimentaires tempérés de base : celui du coton n'a augmenté que de 17% de janvier 2006 à février 2008, celui du café de 42% de janvier 2006 à mars 2008 et celui du cacao de 25% de juillet 2007 à mars 2008. On peut ajouter le sucre qui a baissé de 37% de janvier 2006 à septembre 2007 mais seulement de 13% de janvier 2006 à février 2008.

10) Toutefois ces flambées récentes des prix doivent être fortement nuancées si on les resitue en longue période, depuis 1957, et si en outre on les exprime en prix constants, en éliminant l'inflation. Le FMI le confirme : *"Le boom actuel, qui est plus général et prolongé que de coutume, contraste vivement avec la tendance baissière de la plupart des produits de base dans les années 80 et 90. Cela dit, en dépit du retournement de tendance apparent, les prix réels de nombre d'entre eux restent bien inférieurs aux niveaux observés dans les années 60 et 70"*⁶.

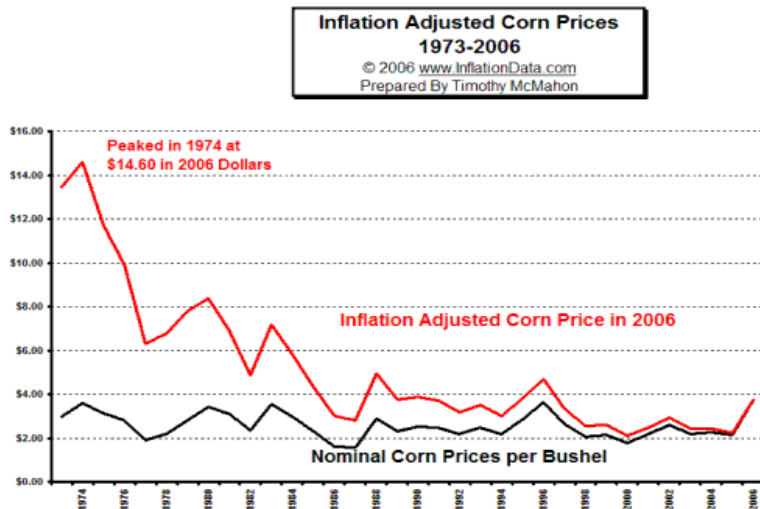
En dollars courants, on voit que les prix du riz et du maïs n'ont pas encore rejoints le niveau de 1973, après le 1^{er} choc pétrolier, même si celui du blé l'a dépassé.



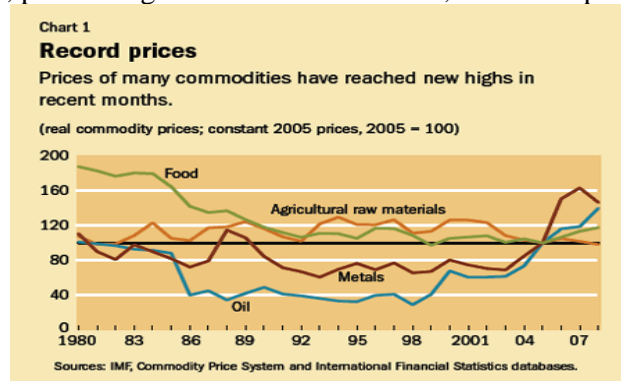
Source : http://blogs.cgdev.org/globaldevelopment/2008/04/the_global_food_crisis_time_fo_1.php

On voit aussi qu'en dollars constants le prix du maïs reste très inférieur aux niveaux atteints de 1971 à 1985 puis en 1988 et 1996 :

⁶ <http://www.imf.org/external/pubs/ft/fandd/fre/2008/03/pdf/helbling.pdf>



Le graphique suivant montre que cela vaut aussi pour l'ensemble des matières premières : produits alimentaires, produits agricoles non alimentaires, métaux et pétrole.



Source : <http://www.imf.org/external/pubs/ft/fandd/2008/03/helbling.htm>

III - La baisse de la production et des stocks de grains face à la hausse de la demande

Selon les estimations du 9 avril 2008 de l'USDA, la production mondiale de céréales a baissé de 2 017 Mt en 2005-06 [campagnes de commercialisation, de juillet 2005 à juin 2006] à 1 994 Mt en 2006-07 – soit seulement de 1,14% – mais rebondirait à 2 091 Mt en 2007-08⁷, soit une hausse de 4,9%. Dans le même temps la demande est passée de 2 032 Mt en 2005-06 à 2 046 Mt en 2006-07 (+0,7%) et surtout à 2 112 Mt attendue en 2007-08 (+3,2%) – car le volume du commerce mondial n'a guère changé : de 253 Mt en 2005-06 à 258 Mt en 2006-07 et 257 Mt attendus en 2007-08. Mais la hausse des prix passée et attendue s'explique comme toujours essentiellement par la baisse des stocks mondiaux, passés de 390 Mt en 2005-06 à 339 Mt en 2006-07 et 317 Mt attendus pour 2007-08, des baisses successives de 13% et 6,5%.

Ces changements concernent essentiellement et le blé et les céréales secondaires car le riz n'a guère subi d'évolution.

a) Riz : la production mondiale a en fait augmenté de 418 Mt en 2005-06 à 421 Mt en 2006-07, 425 Mt attendus en 2007-08, la demande évoluant parallèlement – respectivement 416 Mt, 421 Mt et 424 Mt, si bien que les stocks mondiaux restent quasi constants – respectivement 76

⁷ <http://usda.mannlib.cornell.edu/usda/current/wasde/wasde-04-09-2008.pdf>

Mt, 76 Mt et 77 Mt –, les échanges évoluant de 30 Mt en 2005-06 à 31 Mt en 2006-07 et à 28 Mt attendus en 2007-08. Si les 460 000 tonnes de riz exportées en 2006 par l'Australie ont disparu du fait de la sécheresse de 2007, on ne peut donc leur attribuer une responsabilité significative dans la flambée du prix⁸. C'est d'ailleurs pour le riz que la rétention des disponibilités et la spéculation boursière ont joué le plus. La plupart des pays exportateurs asiatiques ont mis des taxes ou des embargos à l'exportation, notamment le Vietnam, l'Inde, l'Egypte, le Pakistan, la Chine, le Cambodge.

b) Blé : la production a baissé de 621 Mt en 2005-06 à 593 Mt en 2006-07 et remonterait à 607 Mt en 2007-08. La demande a elle-même baissé de 624 Mt en 2005-06 à 616 Mt en 2006-07 et ne remonterait qu'à 619 Mt en 2007-08. Les stocks mondiaux sont passés de 148 Mt en 2005-06 (après 151 Mt en 2004-05) à 125 Mt en 2006-07, 112 Mt étant attendus pour 2007-08, ce qui fait monter les prix sur les marchés à terme. Et ceci malgré une baisse des échanges mondiaux de 116 Mt à 111 Mt de 2005-06 à 2006-07, 107 Mt étant attendus en 2007-08.

La baisse de la production et des exportations de blé n'est pas imputable qu'à la sécheresse en Australie mais a touché en 2007 ou va toucher en 2008 4 des 5 premiers exportateurs : Australie, Canada, UE et EU, l'Argentine faisant exception.

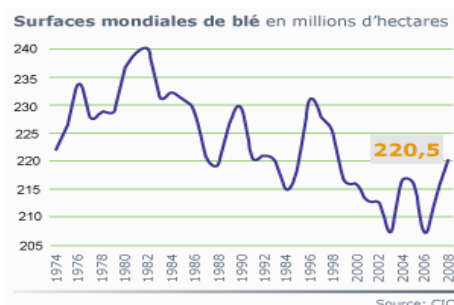
1 – En Australie la production a baissé de 25 Mt en 2005-06 à 11 Mt en 2006-07, une légère remontée à 13 Mt étant attendue en 2007-08, les exportations baissant de 16 à 9 Mt de et à 8 Mt attendues en 2007-08.

2 – Au Canada la production baisserait en 2007-08 à 20 Mt après 26 Mt en 2006-07 et 25 Mt en 2005-06, les exportations devant chuter à 14 Mt en 2007-08 après 20 Mt en 2006-07 et 16 Mt en 2005-06.

3 – Dans l'UE, la production a baissé de 132 Mt en 2005-06 à 125 Mt en 2006-07, 120 Mt étant attendus en 2007-08, les exportations baissant de 16 à 14 Mt de 2005-06 à 2006-07 et à 9 Mt attendues en 2007-08.

4 – Aux EU, la production a baissé de 57 Mt en 2005-06 à 49 Mt en 2006-07 mais remonterait à 56 Mt en 2007-08, les exportations baissant de 27 à 25 Mt de 2005-06 à 2006-07 mais bondiraient à 35 Mt en 2007-08. Les stocks de blé y ont baissé de 16 Mt en 2005-06 à 12 Mt en 2006-07 et chuteraient à 7 Mt en 2007-08.

Gardons à l'esprit que les EU sont "faiseurs de prix" pour les échanges mondiaux de "grains", en particulier des céréales et notamment du blé et du maïs dont ils sont les premiers exportateurs, puisque les autres exportateurs se basent sur les prix FOB des EU. Ensuite la baisse de production de blé de 2007 aux EU s'explique par une baisse du rendement de 7,9% mais aussi de 6,6% des surfaces récoltées car les surfaces semées sont restées stables de 2005-06 à 2006-07 et ont progressé de 5,4% en 2007-08.



Source : <http://www.easybourse.com/Website/article/6118-un-doublement-des-prix-des-cereales-en-8-mois.php>

⁸ <http://in.biz.yahoo.com/080418/137/6stic.html>

Le graphique ci-dessus montre aussi la forte baisse de la surface en blé depuis 1981.

c) Maïs : contrairement au blé, la production mondiale a augmenté de 697 Mt en 2005-06 à 705 Mt en 2006-07 et bondirait à 772 Mt en 2007-08. La demande évoluerait parallèlement de 704 Mt en 2005-06 à 722 Mt en 2006-07 puis à 777 Mt en 2007-08. Les stocks mondiaux ont baissé de 125 Mt en 2005-06 (après 151 Mt en 2004-05) à 108 Mt en 2006-07, 103 Mt étant attendus pour 2007-08, ce qui fait monter les prix sur les marchés à terme. Les exportations mondiales ont monté de 81 à 93 Mt de 2005-06 à 2006-07, 96 Mt sont attendues en 2007-08.

En effet ces évolutions du marché mondial du maïs dépendent essentiellement de l'évolution du marché du maïs aux EU où s'est envolée la production du bioéthanol (voir en IV-B-1).

Toutefois, contrairement à ce que peuvent dire les médias, l'envolée de la production d'éthanol de maïs n'a pas entraîné de baisse des exportations des EU qui sont restées stables à 54 Mt en 2006-07 comme en 2005-06 et bondiraient à 64 Mt en 2007-08. Rappelons que les EU réalisent à eux seuls environ les 2/3 des exportations mondiales de maïs : 67% en 2005-06, 58% en 2006-07 et 67% en 2007-08. Les exportations d'Argentine, second exportateur, ont augmenté de 9 Mt en 2005-06 à 15 Mt en 2006-07 et seraient de 17 Mt en 2007-08.

d) Les autres céréales secondaires : leur production mondiale a légèrement baissé de 281 Mt en 2005-06 à 276 Mt en 2006-07 et serait de 287 Mt en 2007-08.

e) Les oléagineux :

D'après l'USDA la production mondiale de l'ensemble des graines oléagineuses est restée stable de 2005-06 (391,81 Mt) à 2007-08 (390,83 Mt, estimation d'avril 2008), même si elle baisserait de 4,2% par rapport au record de 2006-07 (408,04 Mt), si bien que les stocks mondiaux baisseraient de (seulement) 11% sur deux ans.

Selon la FAO, "*La production de soja, la plus importante culture oléagineuse du monde, est estimée en déclin de 6 pour cent. D'ailleurs, la production mondiale de graines de tournesol devrait chuter de 10 pour cent... Les deux principaux facteurs responsables de la chute annoncée de la production totale sont, premièrement, la concurrence accrue des céréales, en particulier aux États-Unis mais aussi en Chine et dans les pays de la CEI, qui a interrompu l'expansion régulière des superficies mondiales sous graines oléagineuses. Deuxièmement, des conditions climatiques défavorables ont aggravé la production de graines oléagineuses dans plusieurs régions ou pays clés, dont l'Union européenne, la CEI, l'Australie, le Canada, la Chine, la Turquie et les États-Unis*"⁹.

Effectivement, la superficie en oléagineux des EU (principalement soja) serait la plus basse depuis 12 ans, au profit du maïs, plus rentable. Et la superficie chinoise en oléagineux a baissé en 2007 de 1,3 million d'ha¹⁰, moins rentable aussi que les céréales. Comme s'y est ajoutée la sécheresse, la production a baissé de 12% par rapport à 2006 et les importations ont été de 30 Mt, puisque la consommation a augmenté.

Pourtant la production d'huiles a augmenté de 8,7% de 2005-06 (118,30 Mt) à 2007-08 (128,58 Mt) (et même de 5,2% par rapport aux 122,19 Mt de 2006-07) et les stocks mondiaux n'ont baissé que de 12,2% sur deux ans et de 3,1% sur la dernière année.

⁹ <http://www.fao.org/docrep/010/ah876f/ah876f06.htm>

¹⁰ http://www.bloomberg.com/apps/news?pid=newsarchive&sid=azYbqN42u_VE

La FAO précise : *"Un facteur clé à l'origine de la montée spectaculaire des prix est que les marchés des oléagineux sont directement influencés par les évolutions du marché connexe des céréales fourragères. Le maïs et le soja se heurtant à une demande croissante sur les marchés du fourrage ainsi que de l'énergie, et donc à une concurrence croissante sur les terres, la flambée sans précédent des cours internationaux du maïs s'est répercutée sur le marché des graines et des farines d'oléagineux et en particulier du complexe du soja. En outre, l'accroissement soutenu des besoins en biodiesel a débouché sur une demande croissante en huiles végétales, en particulier huile de soja, de colza et de palme. Cette tendance associée à une hausse constante de la consommation d'huiles végétales dans l'alimentation et à une faible croissance de la production totale d'huile en 2006/07, a entraîné une diminution progressive des disponibilités mondiales, à l'origine de la récente flambée des prix des huiles végétales"*.

IV – La responsabilité des principaux pays dans la flambée des prix agricoles mondiaux

Les médias occidentaux imputent une responsabilité importante à la Chine et à l'Inde du fait de la forte hausse de leur consommation alimentaire, notamment en produits animaux, liés à leur forte croissance économique. En fait la responsabilité principale de la flambée récente des prix agricoles repose sur les EU et l'UE. Mais on s'interrogera aussi sur la part de responsabilité du Brésil.

Par exemple le quotidien les Echos écrit le 15 avril 2008 : *"Le phénomène nouveau vient surtout des habitudes de consommation qui se modifient à toute allure dans les pays émergents. Les deux géants que sont la Chine et l'Inde sont devenus, avec la hausse de leurs revenus, demandeurs de viande et de céréales"*¹¹.

Le Nouvel Observateur du 17 au 23 avril 2008 place en tête des 7 causes identifiées *"la modification des comportements alimentaires des pays émergents, notamment la Chine et l'Inde"* et ajoute *"D'exportatrices, l'Inde et la Chine sont passées au statut d'importatrices"*.

Le Directeur Général de la FAO, Jacques Diouf, a déclaré lors de forum Afrique-Inde du 8 avril 2008, que *"après avoir rencontré le Ministre de l'agriculture de l'Inde, Sharad Pawar... les stocks mondiaux de céréales ne peuvent assurer que de 8 à 10 semaines de consommation mondiale et que cela est dû à la demande supérieure des pays comme l'Inde et la Chine, où le PIB augmente de 8% à 10% et où la hausse de revenus va à l'alimentation"*¹².

Pour Randy Olson, directeur du Biodiesel Board de l'Iowa, *"les raisons pour un prix plus élevé de l'huile de soja incluent la demande accrue des classes moyennes de plus en plus nombreuses de Chine et d'Inde et d'ailleurs"*¹³.

De même, à la question *"Pourquoi les prix des denrées alimentaires augmentent-ils autant?"* Nicolas Bricas, chercheur du CIRAD répond : *"Les habitudes de consommation sont en pleine mutation en Chine ou en Inde, où le pouvoir d'achat tend à augmenter. Résultat, la demande explose. Les populations veulent acheter davantage et réclament une meilleure alimentation. Elles consomment plus de viande. Pour leur bétail, les éleveurs ont besoin de cultiver davantage de plantes fourragères. Tout ceci attise la hausse des prix alimentaires dans leur*

¹¹ <http://www.lesechos.fr/info/agro/4715042.htm>

¹² <http://www.nationalpost.com/news/world/story.html?id=433899>

¹³ <http://www.desmoinesregister.com/apps/pbcs.dll/article?AID=/20080330/BUSINESS/803300315/-1/NEWS04>

globalité. A l'échelle internationale, les tarifs agricoles ont également flambé à cause de leur dérégulation"¹⁴.

Enfin, dans Le Monde du 22 avril 2008, à la question "L'arrivée de deux nouveaux ogres sur les marchés internationaux (la Chine et l'Inde), est-elle la vraie principale cause de cette flambée ?" Philippe Chalmin répond sans ambages "Oui"¹⁵.

Philippe Lemaître lui fait écho dans la même édition du Monde : "Faute d'infrastructures, un pays comme l'Inde perd environ 30 % de ses récoltes et redevient importateur net de céréales"¹⁶.

La réalité est bien différente car ces deux pays conservent une balance commerciale agricole (poissons inclus) excédentaire et restent d'importants exportateurs nets de céréales, même s'ils sont devenus de très gros importateurs d'oléagineux, et même le second importateur pour la Chine (avec 28 Mt d'importations nettes de graines en 2006-07 plus 8,5 Mt d'huiles)¹⁷. Mais on oublie que l'UE-27 non seulement reste le premier importateur d'oléagineux (17 Mt de graines plus 27 Mt de tourteaux et 8,2 Mt d'huiles en 2006-07) et que, en outre, sa balance commerciale agricole est restée constamment déficitaire (même sans les poissons) et qu'elle a été le cinquième importateur net de céréales en 2007-08, avec 10 Mt, après le Japon, le Mexique, la Corée du Sud et l'Égypte. Quant aux EU, ils sont les premiers responsables de la flambée des prix, actuelle et anticipée, par leur programme de développement du bioéthanol de maïs.

De même le Président Lula du Brésil se trompe quand il déclare le 18 avril 2008 à la FAO : "Ne me dites pas, pour l'amour de Dieu, que la nourriture est chère à cause du biocarburant. Elle est chère parce que le monde n'est pas préparé à voir des millions de Chinois, d'Indiens, d'Africains, de Brésiliens et de latino-Américains manger trois fois par jour"¹⁸. On revient plus bas sur l'aspect biocarburant aux sections 2 (EU et UE) et 3 (Brésil).

A – La Chine et l'Inde ne sont pas responsables de la flambée récentes des prix agricoles mondiaux

1) La Chine

a) Les importations agricoles chinoises et leur consommation par tête de produits animaux

Pour le FMI, "En 2006, la Chine a représenté un cinquième de la consommation de blé, de maïs, de riz et de graines de soja. Principal importateur de ces graines, elle absorbe quelque 40 % des exportations mondiales"¹⁹. Faux : la Chine n'est que le second importateur d'oléagineux car, si elle est en tête pour les graines de soja en 2006-07 (28,7 Mt contre 15,3 Mt pour l'UE-27), et l'huile de soja (2,4 Mt contre 1,4 Mt pour l'UE), elle n'importe pas de tourteaux de soja alors que l'UE en a importé 22,1 Mt. Donc cela fait un tonnage total de 31,1 Mt de produits du soja pour la Chine contre 38,8 Mt pour l'UE (la différence est même supérieure si on convertit huiles et tourteaux en équivalent graines). Et cela a toujours été

¹⁴ http://www.lexpansion.com/economie/actualite-economique/la-liberalisation-accroit-la-speculation-sur-les-denrees-alimentaires_150696.html

¹⁵ http://www.lemonde.fr/archives/article/2008/04/22/philippe-chalmin-le-defi-majeur-de-la-planete-au-xxie-siecle-sera-alimentaire_1036889_0.html

¹⁶ http://www.lemonde.fr/opinions/article/2008/04/22/la-revanche-de-l-agriculture-par-frederic-lemaitre_1036895_3232.html#ens_id=1031034

¹⁷ <http://www.fas.usda.gov/oilseeds/circular/Current.asp>

¹⁸ http://www.lemonde.fr/ameriques/article/2008/04/18/le-president-lula-defend-avec-vigueur-les-biocarburants_1035640_3222.html

¹⁹ <http://www.imf.org/external/pubs/ft/fandd/fre/2008/03/pdf/helbling.pdf>

vérifié dans le passé, même pour l'UE-15 puisque la Chine n'a devancé l'UE-15 pour les importations de graines de soja que depuis 2002-03.

On avance que, au taux de croissance actuel de la Chine, elle aura rejoint le niveau de vie actuel des EU en 2031. Si les 1,460 milliard de Chinois d'alors mangent 800 kg de céréales/tête comme les EU aujourd'hui, ils consommeraient à eux seuls 58% de la production mondiale actuelle.

La consommation de viande par tête a augmenté de 4,5% par an de 2001 à 2006²⁰, et était en moyenne de 36 kg en 2003, avec un grand écart en 2000 entre les 52,1 kg des citadins et les 28,9 kg des ruraux. Celle d'oeufs était en 2003 de 12 kg et celle de poissons de 15,5 kg, qui augmente de 2,5% par an. Celle de produits laitiers (en équivalent lait) était de 11,6 kg²¹ et de 20 kg en 2006 (elle augmente de 10% par an), contre 78 kg en moyenne mondiale en 2003²². Il est clair que cette forte hausse de la consommation de produits animaux a entraîné une forte hausse des importations nettes de graines de soja – passées de 16 Mt en 2003-04 à 34 Mt attendues en 2007-08 –, même si la production céréalière a été suffisante puisqu'elle a permis de larges exportations nettes (voir plus bas).

Selon la FAO, la part des produits animaux dans la consommation calorique par tête est aujourd'hui (moyenne 2003-05) de 609 kcal pour la Chine contre 1063 kcal aux EU, 1103 kcal en Allemagne et 1255 kcal en France, mais elle n'est que de 483 kcal en Corée du Sud et de 585 kcal au Japon, ce qui n'empêche pas le Japon d'avoir en 2005 la meilleure espérance de vie à la naissance au monde (82,1 ans), celle de la Corée du Sud (78,5 ans) étant elle-même supérieure à celle des EU (77,8 ans), la France étant à 80,3 ans²³. Il est vrai que la part du poisson dans les calories animales est bien supérieure au Japon (172 kcal) et en Corée du Sud (89 kcal) à ce qu'elle est en Chine (37 kcal).

Quant à la consommation d'huile végétale, elle n'est encore que de 18,9 kg par tête en 2004 contre 50 kg aux EU et dans l'UE et 11,5 kg en Inde²⁴.

N'oublions pas en outre qu'il y avait encore 154 millions de Chinois sous-nutris chroniques en 2002-04 et que leur nombre avait augmenté de 8 millions depuis 1995-97 alors qu'il avait baissé de 48 millions depuis 1990-92.

b) La balance commerciale agricole chinoise

Les données sur la balance commerciale agricole chinoise (y compris les produits de la pêche) sont contradictoires²⁵ :

i) Selon l'OCDE, la Chine est restée excédentaire de 4 à 5 milliards de \$ (Md\$) de 1995 à 2003 et a été déficitaire en 2004 (de 4,9 Md\$) et 2005 (de 1,5 Md\$) (tableau 2)²⁶.

²⁰ http://www.sow.vu.nl/pdf/china_prospects_challenges.pdf

²¹ <http://www1.cei.gov.cn/ce/doc/cend/200608293176.htm>

²² http://www.uoguelph.ca/research/news/articles/2004/Feb/milk_consumption_and_the_canadian_mosaic.shtml

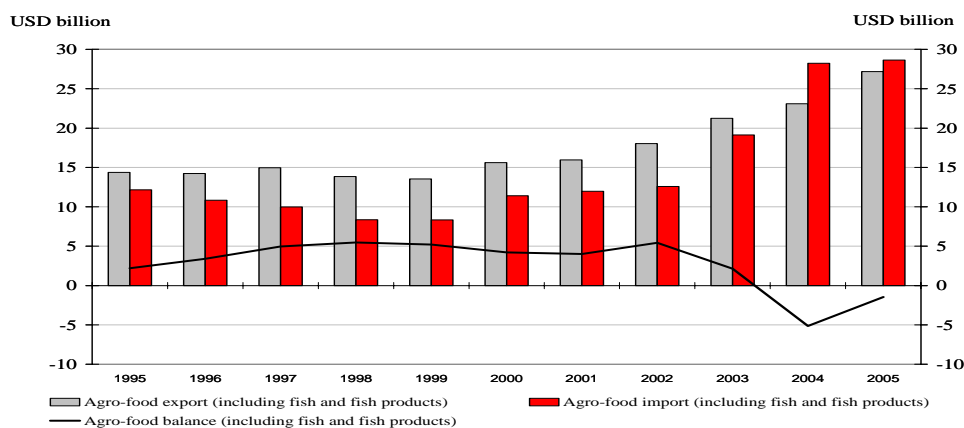
²³ <http://miranda.sourceoecd.org/vl=1060371/cl=15/nw=1/rpsv/factbook/110101.htm>

²⁴ <http://www.rea.co.uk/market/#consumption>

²⁵ Faute d'avoir accès au World Trade Atlas dont les données sont payantes et chères, on a dû faire de multiples recherches sur internet.

²⁶ <http://www.oecd.org/dataoecd/11/7/40354157.pdf>

Tableau 2 – L'excédent de la balance agroalimentaire (poissons inclus) de la Chine



Source : <http://dx.doi.org/10.1787/731002823370>

ii) Selon l'USDA, la balance a été constamment excédentaire de 2000 à 2006 (tableau 3). Les données dissocient les exportations et importations en 3 catégories ici regroupées : alimentation et animaux vivants, oléagineux et corps gras, tabacs et boissons.

Tableau 3 – Balance commerciale agricole de la Chine de 2000 à 2006

Milliards \$	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Exportations	13,143	13,764	15,700	18,670	20,230	23,928	27,289
Importations	6,099	6,151	7,260	9,450	13,920	13,541	19,936
Solde	7,044	7,613	8,440	9,220	6,310	10,387	7,353

Source : <http://www.ers.usda.gov/data/china/NationalForm.aspx>

iii) Pour 2006, selon une agence de presse officielle il est dit que, en excluant le blé, le maïs et le soja, la balance a été excédentaire de 13,3 Md\$ (26,7 Md\$ d'exportations pour 13,4 Md\$ d'importations)²⁷, et ceci pour des volumes d'exportations de 24,2 Mt et des importations de 20,3 Mt.

Que ces volumes d'importations n'incluent pas le soja est évident puisque les importations nettes de la Chine ont été de 27,9 Mt de graines et de 1,4 Mt d'huile de soja en 2006 comme le montre le tableau suivant. Cela correspond à un coût approximatif d'importations d'oléagineux de 7 Md\$ pour les graines de soja (à environ 250 \$/t) et à 910 M\$ pour l'huile de soja (à 650 \$/t), soit 7,9 Md\$.

Tableau 4 – Importations nettes chinoises de produits oléagineux de 2003 à 2007

Millions de tonnes	2003	2004	2005	2006	2007
Graines de soja	20,476	19,843	26,194	27,905	30,388
Huile de soja	1,874	2,496	1,631	1,425	2,756
Huile de colza	0,147	0,348	0,147	-0,101	0,353
Huile palme	3,326	3,851	4,319	5,141	5,097
Total des huiles	5,437	6,695	6,097	6,465	8,206

Source : http://www.usdachina.org/info_details1.asp?id=1855

Mais, d'un autre côté, il faut tenir compte de la valeur des exportations nettes de céréales qui, selon les données chinoises, auraient été de 7,8 Mt sur les 11 premiers mois de 2007 : 4,9 Mt

²⁷ <http://english.people.com.cn/90002/92169/92341/6278705.html>

de maïs, 2,6 Mt de blé et 746 000 t de riz paddy²⁸. D'après l'USDA cependant, les exportations céréalières nettes de la Chine (portant sur les campagnes de commercialisation) auraient été de 2,4 Mt en 2005-06, de 7,52 Mt en 2006-07 et de 2,47 Mt en 2007-08. Quant à la FAO, elle estime que la Chine augmentera ses exportations céréalières nettes en 2007-08²⁹.

Sur la base d'un prix moyen d'environ 230\$/t de blé pour 2006-07 et de 200 \$/t pour le maïs, cela fait une recette totale d'environ 1,5 Md\$ (respectivement de 552 M\$ et 980 M\$).

Autrement dit la balance commerciale agricole de la Chine aurait été excédentaire de 6,9 Md\$ en 2006, ce qui est proche des 7,353 Md\$ calculés par l'USDA.

c) La Chine et les biocarburants

Dans quelle mesure la Chine a-t-elle contribué à l'expansion des biocarburants ayant alimenté la flambée des prix des céréales et oléagineux?

Si la Chine a produit 3,8 Md de litres de bioéthanol en 2006, dont 90% à partir du maïs, étant alors le 3^e producteur mondial, elle a interdit en juin 2007 toute nouvelle production de maïs pour éthanol après la hausse de 42% du prix du porc en 2006³⁰. Elle a alors abaissé ses objectifs de 5 Mt d'éthanol en 2010 à 2 Mt, qu'elle peut produire aussi à partir de manioc et sa production a effectivement baissé de moitié, à 1,820 Mdl, en 2007. Comme, malgré la production d'éthanol de maïs, la Chine est restée exportatrice de maïs, on ne peut guère lui imputer une responsabilité dans la flambée des prix mondiaux des céréales. Et comme elle n'a produit que 50 000 t de biodiesel en 2006 contre un objectif de 2 Mt en 2010, sa production de biodiesel n'est pas responsable de la flambée des prix des oléagineux.

d) Les restrictions mises à l'exportation des céréales sont-elles responsables?

Puisque les importantes exportations nettes de céréales en 2007 ont contribué aussi à la hausse de leur prix sur le marché intérieur, cela a poussé le gouvernement à supprimer en 2007 la réduction de la taxe à l'exportation des céréales et à instaurer le 1^{er} janvier 2008 des quotas à leur exportation.

Mais la Chine n'a été ni le premier pays ni le seul à prendre des mesures restrictives à l'exportation voire des embargos de leurs produits agricoles : le Vietnam, l'Inde, l'Egypte, le Cambodge, l'Indonésie l'ont fait aussi pour le riz. Même la Thaïlande, premier exportateur de riz, a décidé de vendre le riz 40% moins cher sur son marché intérieur que le prix mondial, ce qui revient à taxer les exportations³¹. L'Argentine, l'Ukraine et la Russie ont aussi restreint les exportations de blé. Et cela a concerné aussi d'autres produits et d'autres pays.

Bien que ces restrictions à l'exportation soient interdites par l'OMC pour les pays développés – elles ne sont tolérées pour les PED qu'à titre temporaire –, l'UE a bien interdit les exportations de blé de fin 1995 à juillet 1996. Pourtant, selon Les Echos du 18 avril 2008, *"Alors que le FMI lui-même a admis le bien-fondé des Etats à protéger leur marché intérieur, le commissaire au Commerce, Peter Mandelson, n'en démord pas : « La taxation des exportations, les quotas et les interdictions ne servent pas l'économie ou le développement », a-t-il martelé hier devant le Parlement européen, dénonçant un « retour aux politiques*

²⁸ <http://english.people.com.cn/90001/90778/90857/90860/6335141.html>

²⁹ <http://economictimes.indiatimes.com/articleshow/2603649.cms>

³⁰ <http://www.foodproductiondaily.com/news/ng.asp?n=77283-ethanol-biofuels-corn>

³¹ <http://alternatives-international.net/article2031.html>

mercantiles du passé » et le risque « d'une spirale protectionniste et d'une chute de la production agricole mondiale »³².

Pourtant chaque gouvernement a le devoir de veiller d'abord à la sécurité alimentaire de sa population, ce qui devrait être d'un droit reconnu par l'OMC tant qu'il n'agresse pas le reste du monde par un dumping de ses produits, dumping que l'OMC n'interdit pas vraiment puisqu'elle autorise les subventions internes bénéficiant aussi aux produits exportés, ce en quoi Peter Mandelson fient d'ignorer que l'UE est champion du monde (on y revient plus bas).

e) L'impact négatif de la Chine sur la flambée récente des prix agricoles doit donc être écarté
Cela est confirmé par un chercheur chinois : *"Non seulement la Chine n'est pas un danger à l'origine de la montée en flèche des prix céréaliers dans le monde, elle constitue au contraire un important facteur de stabilité. Avec le contraste frappant et saisissant de ces dernières années entre le monde dont la production globale et les réserves de céréales ont diminué et la Chine dont la production céréalière s'est accrue continuellement et qui a connu à cet effet l'équilibre entre l'offre et la demande, et dont les réserves céréalières ont augmenté, les approvisionnements abondants sur le marché et les prix céréaliers haussé de façon modérée et structurelle. De 2004 à 2007 en Chine, la production céréalière nationale a atteint respectivement : 469.469.000 tonnes, 484.022.000 tonnes, 497.499.000 tonnes et 501.500.000 tonnes et elle a augmenté durant quatre années consécutives"³³.*

f) Mais la Chine aura à long terme un déficit accru de sa balance commerciale agricole
Le vice-Ministre chinois de l'agriculture, Yi Chengjie, a reconnu le 13 septembre 2007 que *"l'équilibre entre l'offre et la demande céréalière est assurée pour le moment, mais que la production céréalière est confrontée à une demande qui s'accroît sans cesse, à une pression grandissante du déséquilibre structurel et à une contrainte due à la diminution de terres arables et à la pénurie de ressources d'eau douce. De plus, on ne doit pas oublier les effets qui viendront du changement climatique et des calamités naturelles qui se produisent fréquemment"³⁴.*

Selon Huang Jikun, Directeur du Centre de politique agricole de l'Académie des sciences, *"En 2015, la Chine devra importer du maïs pour faire face à 15% de sa demande. Mais les exportations de riz et de blé auront alors augmenté pour équilibrer les échanges totaux de céréales"³⁵.*

Déjà les volumes d'oléagineux importés ont continué d'augmenter en 2007-08 : elles seraient de 10 Mt pour les importations d'huile³⁶ et de 35 Mt pour celles de soja. D'autre part production de maïs souffrira d'une sécheresse qui a affecté 15 M d'ha en début d'année 2008. Fort heureusement les prix des céréales exportées ont eux-mêmes augmenté d'une façon parallèle.

A plus long terme, un groupe de chercheurs chinois a fait une prospective à l'horizon 2030, où ils soulignent que les gains potentiels de rendement permettraient de compenser la baisse attendue des surfaces agricoles³⁷, qui a été de 300 000 ha par an de 1987 à 2000, et qui ferait

³² <http://www.lesechos.fr/info/inter/4716963.htm>

³³ <http://french.people.com.cn/Horizon/6356051.html>

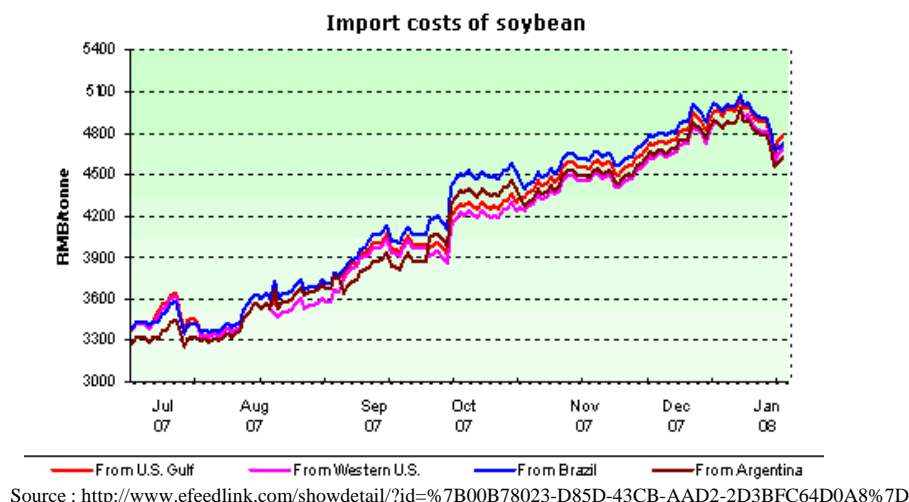
³⁴ <http://french.people.com.cn/Economie/6262830.html>

³⁵ http://www.chinadaily.com.cn/bizchina/2007-08/08/content_6016158.htm

³⁶ http://www.bloomberg.com/apps/news?pid=newsarchive&sid=adU__5V9iCBI

³⁷ http://www.sow.vu.nl/pdf/china_prospects_challenges.pdf

passer les surfaces en cultures annuelles de 125,6 M ha en 2003 à 116,6 M ha en 2030. Ils soulignent que les rendements moyens de 2003-2005 ont été de 4,2 t/ha pour le blé contre 7 à 8 t dans l'UE, de 6,2 t/ha pour le paddy contre 7,6 t aux EU et de 5,1 t/ha pour le maïs contre 8-9 t dans l'UE et plus de 9 t aux EU.



Le scénario de base prévoit que les dépenses de consommation alimentaire par tête à prix constant augmenteraient de 20% par rapport à 2003 pour les ruraux à bas revenu et de 60% pour les urbains à hauts revenus, ce qui augmenterait surtout la consommation des produits animaux. Celle de viande passerait en moyenne de 35,9 kg en 2003 à 57,5 kg en 2030, celle des oeufs de 12 à 19,5 kg, celle de lait de 11,6 kg à 38,7 kg et celle de poisson de 15,5 kg à 27,7 kg.

Pour assurer ces besoins, le scénario de base nécessiterait d'importer 6 Mt de viande porcine (10% de la consommation), 3 Mt de viande de volaille (16% de la consommation) et 28,9 Mt d'équivalent lait en produits laitiers. La Chine serait autosuffisante en viande bovine et oeufs. Mais, si la Chine continuerait à s'auto-suffire en blé et exporterait 4 Mt de riz, elle devrait importer massivement des aliments du bétail : 22 Mt de maïs, 17 Mt d'équivalents grains en autres aliments caloriques et 38 Mt d'équivalents tourteaux en aliments protéiques (à peine plus que les 36 Mt de soja attendus pour 2008). Les autres importations nettes concerneraient 9,1 Mt d'huile (à peine supérieur à la situation actuelle) et 3,1 Mt de sucre. Mais la Chine serait exportatrice nette de 18 Mt de fruits et légumes. Au total cela impliquerait un solde négatif de la balance commerciale agricole de 29 Md\$ (\$ de 1997), qui serait facilement couvert par l'excédent des autres postes de la balance commerciale.

Dans un scénario à fort progrès de recherche-développement, le déficit de la balance agricole serait réduit de plus de 50%, y compris parce que le potentiel d'exportation de fruits et légumes monterait à 50 Mt.

Soulignons que déjà la valeur ajoutée agricole de la Chine a augmenté de 4,5% par an de 2003 à 2007³⁸.

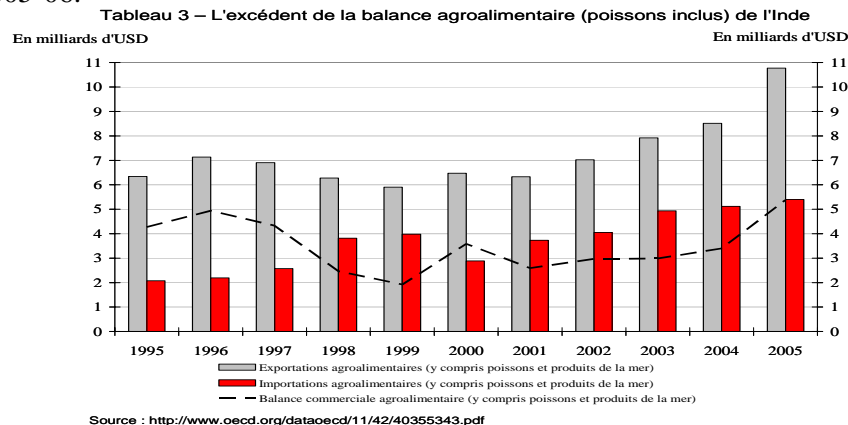
La Chine semble avoir pris conscience de ces défis de hausse de la production, puisque les investissements agricoles ont augmenté de 31% en 2007 et qu'elle a doublé les subventions agricoles pour 2008 par rapport à 2004, les portant à 79,2 milliards de \$.

³⁸ <http://www.adb.org/Documents/Books/ADO/2008/ado2008.pdf>

Pour conclure, ces perspectives de plus grande dépendance à long terme des importations n'ont rien à voir avec la responsabilité de la Chine dans la flambée récente des prix mondiaux.

2) L'Inde

a) Elle est restée exportatrice nette de produits agricoles (y compris poissons) depuis 1995, pour plus de 5 milliards de \$ en 2005, et les céréales représentent 20% des exportations agricoles³⁹. Il s'agit principalement du riz mais l'Inde a aussi été exportatrice de blé de 2001-02 à 2005-06.



D'après les dernières statistiques de l'Inde, l'excédent agricole a été de 6,5 Md\$ en 2005-2006 (avril 2005 à mars 2006), grâce notamment à des exportations de 6,6 Mt de céréales dont 5,1 Mt de riz et 0,6 Mt de blé (contre 8 Mt de céréales dont 4,8 Mt de riz et 2 Mt de blé en 2004-05), les produits de la pêche représentant 1,7 Md\$⁴⁰.

Bien que n'ayant pas la valeur totale des importations agricoles pour 2006-07 (mais seulement celles des huiles végétales, passée de 2,024 Md\$ à 2,081 Md\$, et des protéagineux, passée de 559 M\$ à 851 M\$), celle des exportations agricoles est passée de 10,2 Md\$ en 2005-06 à 12,5 Md\$, dont celles de riz de 1,405 Md\$ à 1,555 Md\$.

Pour 2007 la FAO estime que la production de paddy s'est maintenue au niveau élevé de 140 Mt de 2006, que la production de blé a augmenté à 75 Mt, soit 5 Mt de plus en 2006, et que celle de maïs a été de 15,5 Mt, soit 2 Mt de plus qu'en 2006⁴¹. Les importations de blé ont donc été révisées à la baisse, de 3 Mt à 2 Mt, pour la campagne de commercialisation d'avril 2007 à mars 2008 alors qu'elles avaient été de 6,7 Mt en 2006-07. En fait le 23 avril 2008 le gouvernement a révisé à la hausse la production attendue de blé, à 76,8 Mt, et il est donc probable que les importations seront minimales en 2008-09⁴². L'agence Reuters précise que les exportations de riz ont été de 5,5 Mt pour la campagne 2007-08 contre 3,8 Mt en 2006-07⁴³.

b) Toutefois le gouvernement a limité les exportations de céréales en 2007 : le 9 février 2007 il a interdit les exportations de blé et produits issus du blé afin d'éviter la flambée des prix sur le marché intérieur et de garantir la sécurité alimentaire et le 31 octobre 2007 il a imposé un prix minimum de 425 \$/t à l'exportation du riz non basmati, qu'il a relevé à 500 \$/t le 27 décembre.

³⁹ <http://www.oecd.org/dataoecd/11/42/40355343.pdf>

⁴⁰ <http://dacnet.nic.in/eands/Imports-Exports-Inflation%20Rates13-14.htm>

⁴¹ <http://economictimes.indiatimes.com/articleshow/2603649.cms>

⁴² <http://news.tradingcharts.com/futures/7/1/107813317.html>

⁴³ <http://www.financialexpress.com/news/Rice-export-curbs-to-boost-world-prices/291471/>

Ces interdictions et limitations à l'exportation sont bienvenues et conformes aux conclusions de l'étude de Sandra Polaski et al. de Carnegie Endowment for International Peace : "*Il serait plus avantageux pour les pays en développement tels que l'Inde d'avoir la flexibilité de répondre à des chocs de prix basés sur leurs propres conditions au moment du choc, plutôt que d'avoir des disciplines rigides ou arbitraires imposées à l'avance*"⁴⁴.

Si les restrictions aux exportations sont bénéfiques pour les consommateurs, l'Inde a surtout pénalisé ses producteurs, et indirectement ses consommateurs, en annulant ses droits de douane sur les importations de blé en février 2006. Selon Ashok Sharma, le gouvernement a délibérément révisé à la baisse ses prévisions de récoltes et a importé directement 5,5 Mt de blé (sur les 6,7 Mt importées au total en 2006-07) alors que des disponibilités suffisantes existaient dans le pays – les besoins intérieurs étaient de 60 Mt pour une production de 74 Mt –, mais cela lui revenait moins cher que de relever le prix d'achat aux producteurs pour alimenter le stock public de sécurité alimentaire. Ces actions ont donné lieu à un recours devant la Cour suprême⁴⁵. Loin de favoriser la baisse des prix du blé sur le marché intérieur ces importations l'ont fait monter d'autant que le prix CAF a fortement progressé et que les commerçants ont constitué des stocks spéculatifs. Et A. Sharma conclut : "*Les expériences passées montrent que chaque fois que l'Inde ou la Chine entrent sur le marché mondial comme importants importateurs les prix mondiaux s'envolent et quand ils y entrent comme exportateurs importants les prix chutent*"⁴⁶.

c) Quant aux oléagineux, si l'Inde est un gros importateur d'huile (5,4 Mt), elle exporte presque autant de tourteaux d'oléagineux (5,2 Mt en 2007-08). Comme le prix d'une tonne de tourteau de soja a toujours été supérieur d'au moins 1/3 à celui d'une tonne d'huile, l'Inde est excédentaire dans ses échanges d'oléagineux.

Ces données partielles permettent de présumer que l'excédent de la balance commerciale agricole a encore augmenté en 2007-08.

d) L'Inde est aussi exportatrice nette de viande et de produits laitiers. Cela s'explique par la faible consommation de viande (bovine et porcine) en Inde pour des raisons religieuses et l'importance du végétarisme, puisqu'elle n'y était en 2000 que de 4,5 kg par tête, contre 47,5 kg pour le lait, 1,5 kg pour les oeufs et 7,1 kg pour le poisson⁴⁷. Les moyennes mondiales étaient respectivement de 37,9 kg, 46,4 kg, 8 kg et 20,1 kg. En fait l'Inde est exportatrice nette de produits laitiers depuis 2001 et a exporté notamment 47 300 tonnes de lait écrémé en poudre en 2005-06⁴⁸. Mais en février 2007, face à la flambée du prix mondial du lait en poudre, le gouvernement a interdit les exportations, ce qui a entraîné un manque à gagner de 1,3 Md \$ pour les coopératives de producteurs et l'embargo a été levé en octobre.

e) L'Inde a-t-elle une part de responsabilité dans la flambée des prix agricoles du fait de sa politique de biocarburants? Le gouvernement a édicté une norme d'incorporation de 5% de biocarburant dans les carburants pétroliers pour 2010, norme devant progressivement passer à 20% en 2025. De fait l'Inde est devenue le 4^e producteur de bioéthanol avec 1,9 Md de litres et une capacité de 2,9 Md de litres, ce qui permet déjà de satisfaire l'objectif pour 2010.

⁴⁴ http://www.carnegieendowment.org/files/india's_trade_policy_choices_final.pdf

⁴⁵ http://www.financialexpress.com/fe_full_story.php?content_id=160136

⁴⁶ http://www.financialexpress.com/fe_full_story.php?content_id=161262

⁴⁷ <http://jn.nutrition.org/cgi/reprint/133/11/4048S>

⁴⁸ http://www.wto.org/english/forums_e/public_forum2007_e/session11_goswami_e.pdf

Et, comme l'Inde consomme 4 fois plus de diesel que d'essence, elle s'est fixée en 2003 l'objectif de couvrir 20% de ses besoins en diesel pour 2011-12 à partir de biodiesel tiré, non des huiles végétales puisqu'elle doit en importer déjà beaucoup, mais d'une huile non comestible tirée des graines de *Jatropha Curcas* qui peut se cultiver sur les terres marginales arides.

Mais ce programme a très peu de chance d'aboutir car le gouvernement a fixé un prix du biodiesel inférieur au coût de production des éventuels industriels si bien que le prix des graines de *Jatropha* payé aux agriculteurs ne les incite pas à produire⁴⁹.

Plus généralement les organisations paysannes indiennes et les ONG de défense de l'environnement sont résolument opposées au développement des biocarburants, y compris à partir de *jatropha* ou même à ceux de l'éventuelle seconde génération provenant de produits cellulosiques⁵⁰.

Surtout le Ministre indien des finances P. Chidambaram a déclaré le 26 mars 2008, dans une conférence à Singapour, que "*En tant que citoyens du monde, on devrait être préoccupés par la folie de cultiver des aliments pour les transformer en carburant*"⁵¹, et le Premier Ministre Manmohan Singh lui-même a tenu le 9 avril 2008 les programmes de biocarburant pour responsables de la flambée des prix agricoles⁵², soulignant que "*Il est particulièrement ennuyeux que la nouvelle économie des biocarburants encourage de transférer les terres servant aux cultures alimentaires*"⁵³. Cela laisse entrevoir l'arrêt de tout soutien du gouvernement indien aux biocarburants.

f) Toutefois le dynamisme de la production agricole en Inde est bien moindre qu'en Chine et la valeur ajoutée agricole n'y a augmenté que de 2,7% par an de 2003 à 2007. Et le fait que l'Inde soit exportatrice nette de céréales (riz essentiellement) et que le taux de croissance du PIB ait dépassé 8% depuis 2004 ne signifient pas que les besoins intérieurs soient satisfaits puisqu'elle continue à abriter 212 millions de sous-nutris chroniques en 2001-03 (sur un total mondial de 854 millions) et que leur nombre a même augmenté de 10 millions depuis 1995-97 (202 millions) après avoir baissé de 13 millions entre 1990-92 (215 millions) et 1995-97.

En fait l'agriculture indienne aura bien plus de mal que la Chine à faire face à ses besoins alimentaires futurs pour un ensemble de raisons : rendements bien plus faibles, investissements plus faibles et subventions nettement inférieures du gouvernement, menaces climatiques supérieures (avec notamment la fonte des glaciers de l'Himalaya), capacité d'absorption bien inférieure par l'industrie et les services des centaines de millions de petits agriculteurs. Il s'y ajoute l'absence de réforme agraire et la volonté politique de promouvoir l'agrobusiness à leur détriment et l'intensification des systèmes de production (y compris les OGM) au lieu des méthodes d'agriculture écologique à faible utilisation d'intrants externes à l'exploitation, alors même que leur abus a pollué les sols et nappes phréatiques. S'y ajoute aussi la mollesse de la défense de la protection de l'agriculture indienne dans les négociations du Doha Round dans l'espoir de pouvoir exporter plus de services et de produits industriels.

Pourtant les cris d'alarme et les propositions alternatives ne manquent pas, notamment pour promouvoir des systèmes de productions protégeant mieux l'environnement tout en étant plus

⁴⁹ http://belfercenter.ksg.harvard.edu/publication/18028/vegetable_oil_based_biofuels_in_india.html

⁵⁰ <http://www.grain.org/agrofuels/?india2007>

⁵¹ http://www.checkbiotech.org/green_News_Biofuels.aspx?infoId=17360

⁵² <http://www.financialexpress.com/news/PM-concerned-over-price-rise-criticizes-biofuel-factor/295210/1>

⁵³ <http://pib.nic.in/release/release.asp?relid=37279>

productifs, non seulement de la part des organisations paysannes et ONG mais aussi d'éminents agronomes comme le Professeur M.S. Swaminathan⁵⁴ ou les recommandations de la Commission nationale sur la politique pour les agriculteurs qu'il a présidée pendant trois ans et qui a été adoptée par le Parlement le 15 août 2007⁵⁵.

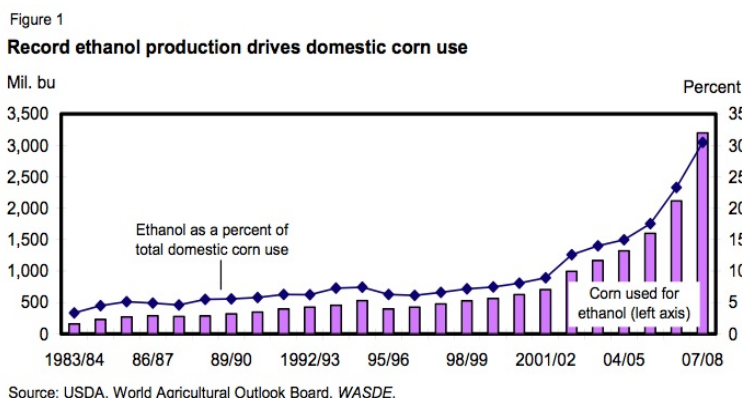
B – Les Etats-Unis et l'Union européenne

1) Les EU, le bioéthanol de maïs et le biodiesel de soja

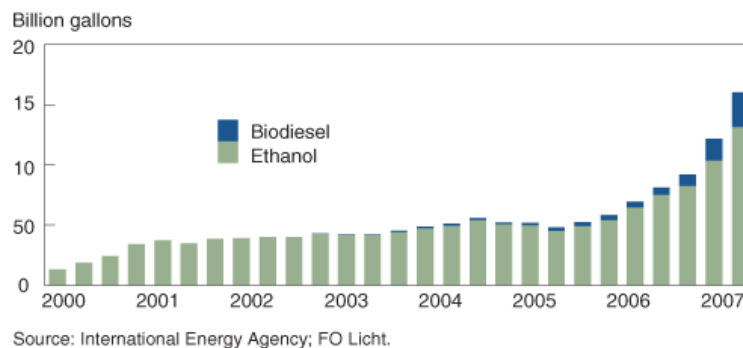
Les EU sont indubitablement les principaux responsables de la flambée des prix agricoles et des émeutes de la faim actuelles par les objectifs démentés qu'ils se sont fixés pour la production de biocarburants et parce que, comme on l'a vu, ce sont les prix des grains des EU qui font les prix mondiaux sur lesquels les autres pays exportateurs s'alignent.

a) La production d'éthanol de maïs

La production de maïs y a baissé de 282 Mt en 2005-06 à 268 Mt en 2006-07 et bondirait à 332 Mt en 2007-08. Mais celle convertie en éthanol est passée de 41 Mt en 2005-06 à 54 Mt en 2006-07 et à 79 Mt en 2007-08, soit de 14,4% de la production à 20,1% et 23,7%⁵⁶. En conséquence les stocks ont baissé de 50 Mt en 2005-06 à 33 Mt en 2006-07 et resteraient à ce niveau en 2008.



Global biofuel production tripled between 2000 and 2007



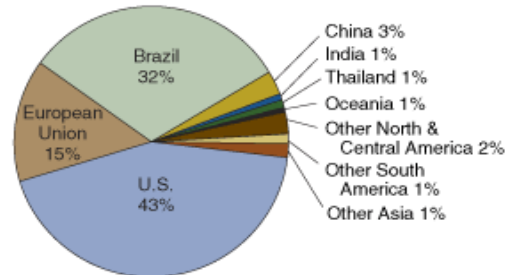
⁵⁴ <http://www.hinduonnet.com/af/india60/stories/2007081550320900.htm>

⁵⁵ <http://cari.res.in/farmers.htm>

⁵⁶ <http://usda.mannlib.cornell.edu/usda/current/wasde/wasde-04-09-2008.pdf>

La production mondiale de bioéthanol a triplé de 2000 (4,68 Md de gallons : 1 gallon=3,875 litres) à 2007 (16 Md de gallons) mais ne représente encore que 3% de la consommation mondiale de carburant pour les transports⁵⁷.

About 90 percent of global biofuel production is concentrated in U.S., Brazil, and Europe, 2007

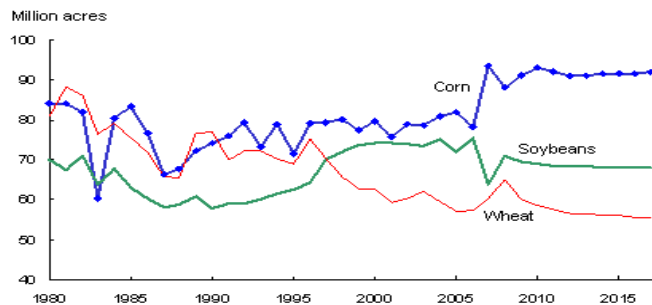


Source: FO Licht, includes only ethanol for fuel.

Et celle des EU a grimpé de 1 Md de gallons en 2005 à 5 Md en 2006 et devrait atteindre 9 Md en 2009⁵⁸. D'autant que la loi sur l'indépendance énergétique du 19 décembre 2007 impose d'incorporer 15 Md de gallons d'éthanol de maïs ou de biodiesel dans les carburants automobiles en 2015, dont 9 Md de gallons d'éthanol (ou de biodiesel, dont la production reste marginale, voir plus bas) en 2008, un relais devant être pris en 2015 par l'éthanol de cellulose pour atteindre 36 Md de gallons (136 Md de l) en 2022. Mais c'est un vœu pieux car cela nécessiterait une forte percée technologique vu sa non rentabilité actuelle.

Ces objectifs légaux de production d'éthanol à incorporer dans l'essence (ou le diesel) – les compagnies pétrolières sont obligées de les atteindre sous peine de lourdes amendes – ont amené l'USDA à prévoir la croissance des surfaces de maïs jusqu'en 2015, au détriment de celles des autres céréales et du soja, et la croissance de la part du maïs affecté à l'éthanol au détriment notamment de l'alimentation animale (mais qui bénéficiera des sous-produits de l'éthanol) et des exportations (le graphique ci-dessous montre que le maïs pour l'éthanol a dépassé celui exporté en 2007).

U.S. planted area: Corn, wheat, and soybeans



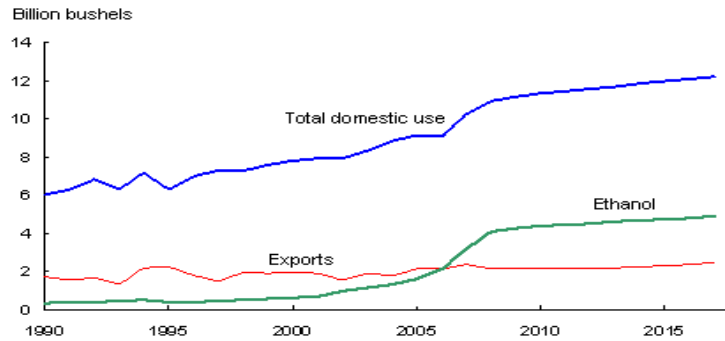
Source: USDA Agricultural Projections to 2017, February 2008. USDA, Economic Research Service.

On passerait de 19% du maïs allant à l'éthanol en 2006-07 à 25,4% en 2007-08, 32,8% en 2011-12 et 33,2% en 2015-16.

⁵⁷ <http://www.ers.usda.gov/amberwaves/november07/features/biofuels.htm>

⁵⁸ <http://www.ers.usda.gov/amberwaves/september07/features/ethanol.htm>

U.S. corn: Domestic use, ethanol, and exports



Source: *USDA Agricultural Projections to 2017*, February 2008.
USDA, Economic Research Service.

Dans ces conditions Bruce Babcock estime que le prix du maïs à la production a des chances d'être à 220 \$/t (5,60 \$/boisseau) pour la récolte de 2008⁵⁹ contre 158 \$/t prévus par l'USDA pour 2007-08, 120 \$/t effectifs en 2006-07 et 79 \$/t en 2005-06⁶⁰. Il en déduit qu'à ce prix la production d'éthanol ne sera pas rentable. Pourtant l'éventuelle suppression de l'obligation d'incorporer de l'éthanol dans l'essence ne réduirait le prix du maïs qu'à 210 \$/t. Et si on ajoutait la suppression de l'exemption fiscale de 51 cents/gallon pour les fabricants d'éthanol, le prix du maïs baisserait à 190 \$/t. A fortiori si on éliminait le droit de douane sur les importations d'éthanol du Brésil (54 cents/gallon + 2% ad valorem), le prix du maïs chuterait bien plus.

Quel que soit le réalisme de ces projections, elles ont le mérite de montrer la forte influence de la production d'éthanol sur le prix du maïs aux EU et, partant, sur le prix mondial du maïs et, comme on va le voir, sur les prix des autres céréales et oléagineux.

Babcock analyse aussi l'incidence potentielle d'un autre facteur non maîtrisable, le climat. Si une sécheresse semblable à celle de 1988 survenait, avec baisse du rendement de 25% par rapport à une année normale, le prix du maïs à la production passerait à 339 \$/t! Cela impliquerait un prix minimum de l'éthanol de 3,30 \$/gallon pour que les industriels continuent à produire le minimum légal exigé, ce qu'ils ne pourraient faire qu'avec une subvention de 1,50 \$/gallon, soit de 15 Md\$ pour l'ensemble de la production d'éthanol!

De son côté son collègue Chad E. Hart constate que, début janvier 2008, la capacité de production était de 7,5 M de gallons et qu'elle atteindrait 13 M de gallons d'ici 3 ans avec les 5,8 M de gallons représentés par les usines en construction⁶¹. Compte tenu du prix élevé du baril de pétrole qui était coté 2,50 \$/gallon à terme rapproché contre 2,30 \$/gallon pour l'éthanol, cet avantage de 20 cents/gallon plus la réduction d'impôt de 51 cents/gallon accordée aux sociétés pétrolières pour le mélanger à l'essence confère à l'éthanol un regain d'intérêt pour celles-ci comme pour les consommateurs. Et c'est ce regain de confiance dans la rentabilité de l'éthanol qui propulse aussi le prix du maïs. Il en résulte que la production de maïs destiné à l'éthanol a bondi de 47% entre 2006-07 (54 Mt) et 2007-08 (79 Mt).

Hart souligne que, parallèlement, la forte augmentation des exportations de maïs attendue pour la campagne de commercialisation 2007-08 – 64 Mt contre 54 Mt en 2006-07 – tient surtout à la faiblesse du dollar qui a conféré à la fois un avantage de compétitivité au maïs des

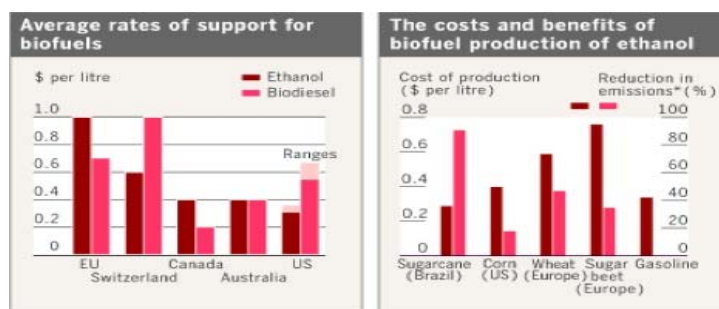
⁵⁹ http://www.card.iastate.edu/iowa_ag_review/Spring_08/article2.aspx

⁶⁰ http://www.foodbusinessnews.net/news/headline_stories.asp?ArticleID=92594

⁶¹ http://www.card.iastate.edu/iowa_ag_review/winter_08/article4.aspx

EU sur celui du Brésil et de la Chine mais aussi un avantage de compétitivité pour les pays importateurs à monnaie forte, dont l'euro, le yen et la livre sterling.

Hart conclut : "Tous comptes faits, le futur apparaît brillant pour le maïs... Pour le secteur de l'éthanol, 2008 apparaît comme une nouvelle année d'ajustement. Les prix des intrants (principalement le maïs) continue à être élevés mais on prévoit que les prix de l'énergie, en particulier l'essence, resteront à un niveau supérieur. La loi sur l'énergie a prévu un soutien public pour une production supplémentaire. L'activité continuera à se développer mais les marges resteront relativement étroites".



Source : http://www.treehugger.com/files/2007/11/biofuels_subsidies.php

b) Les liens entre la hausse de prix du maïs induit par l'éthanol et les prix des autres grains.

La forte hausse du prix du maïs – jointe aux subventions minimales au titre des paiements directs fixes (qui bénéficient aussi aux autres céréales et oléagineux) – en 2006-07 a entraîné une forte hausse des surfaces semées en maïs et une récolte record en 2007, au détriment des surfaces, et donc des productions, de blé et soja, dont les prix ont bondi davantage que celui du maïs. D'autant que le coût de production du soja est bien moindre que celui du maïs. Il en résulte que les surfaces semées en maïs pour la récolte de 2008 (et la campagne de commercialisation 2008-09) baisseraient de 8% par rapport à 2007 mais augmenteraient de 6% pour le blé et de 18% pour le soja⁶².

Par conséquent l'USDA, suivant les marchés à terme, prévoit un net tassement de celui du blé du fait des fortes hausses de production partout dans le monde en 2008 mais la poursuite de la hausse des prix du maïs et du soja du fait de la demande pour les biocarburants. Sachant que la hausse du prix de l'huile de soja est aussi liée à la hausse du prix des huiles de palme et de colza, principales sources du biodiesel en Asie et dans l'UE.

Lorsque, à la question "Les agro-carburants ont-ils un rôle dans cette flambée [des prix agricoles mondiaux] ?" Philippe Chalmin, professeur d'économie à Paris-Dauphine, répond le 22 avril 2008 "Le programme américain sur le maïs a une responsabilité directe sur la hausse des prix du maïs... mais les agrocarburants n'ont aucune responsabilité dans la hausse des prix du blé ni du riz"⁶³, il n'a manifestement pas compris les liens entre ces grains.

Hervé Guyomard, Directeur de recherches à l'INRA, l'a bien compris : "Il est néanmoins clair que la grande quantité de maïs utilisée pour la fabrication d'éthanol aux États-Unis a

⁶² <http://usda.mannlib.cornell.edu/MannUsda/viewDocumentInfo.do?documentID=1136>

⁶³ http://www.lemonde.fr/archives/article/2008/04/22/philippe-chalmin-le-defi-majeur-de-la-planete-au-xxie-siecle-sera-alimentaire_1036889_0.html

*engendré la hausse du prix de cette matière première et, par effet de contagion, d'autres cultures substitués du maïs*⁶⁴.

c) Le biodiesel d'huile de soja

La loi sur l'énergie de 2005 avait fixé un objectif d'utilisation de 500 M de gallons de biodiesel pour 2008 et de 1 Md de gallons pour 2012. La production d'huile de soja des EU utilisée pour le biodiesel représentait en août 2007 23,2% de la consommation intérieure d'huile de soja (soit 469 M de livres) mais ne représentait plus que 12,2% (319 M de livres) en janvier 2008⁶⁵. Au total, la production de biodiesel n'a pas augmenté de la campagne de commercialisation 2006-07 à celle de 2007-08, à 2,8 Md de livres, soit 373 M de gallons (1 gallon de biodiesel pèse 7,5 livres), donc en deçà de l'objectif fixé.

Sur les 170 usines existantes, 20 ne fonctionnent pas et les autres ne tournent pas à pleine capacité et ne font pas de profit. En effet la plupart ont été mises en chantier quand le prix de l'huile de soja était de 20 cents par livre alors qu'elle était à 70 cents la dernière semaine de mars 2008⁶⁶. Dans le même temps le prix de gros du biodiesel a grimpé de 2,50 \$/gallon à 4,70 \$/gallon. Malgré une réduction fiscale de 1 \$/gallon le biodiesel coûte environ 4 \$/gallon, un prix supérieur à celui du diesel, ce qui freine la demande intérieure, mais l'essentiel est exporté vers l'UE.

Soulignons enfin que, paradoxalement, les EU sont importateurs nets d'huiles végétales depuis 2003, ce qui contribue aussi à la hausse de leur prix mondial⁶⁷.

d) Pour conclure sur la responsabilité des EU dans la hausse des prix des grains

Il est clair qu'en ayant déjà affecté 79 Mt de maïs à la production d'éthanol en 2007-08 – soit 23.7% de sa production de maïs, mais aussi 24% de plus que ses exportations de maïs et 82,5% des exportations totales mondiales de maïs –, et sachant en outre que les prix FOB du maïs des EU (comme des autres céréales) font les prix mondiaux, les EU sont les premiers responsables de la flambée des prix mondiaux du maïs ainsi que de ceux des autres grains (céréales et oléagineux) compte tenu de leurs effets de substitution comme on l'a montré.

Selon la FAO l'éthanol de maïs des EU est responsable d'un tiers de la hausse des prix du maïs⁶⁸. La responsabilité de l'éthanol de maïs des EU est d'autant plus incontestable dans cette flambée des prix mondiaux des grains que le second producteur et exportateur de bioéthanol, le Brésil, le produit à partir de la canne à sucre et non du maïs. Or, comme on l'a vu (tableau 1), le prix mondial du sucre est resté très bas en 2007 et était encore inférieur en février 2008 à son niveau moyen de 2006. En ce sens le Président Lula aurait eu raison de dire que le bioéthanol du Brésil n'est pour rien dans la flambée des prix mondiaux des grains plutôt de dire le biocarburant en général dans le monde entier. On y revient à la section C.

2) L'Union européenne, le bioéthanol de céréales et betterave et le biodiesel de colza

L'UE-27 prétend vouloir nourrir le reste du monde tout en agitant l'épouvantail de la Chine et de l'Inde!

⁶⁴ [http://www.latribune.fr/info/Les-biocarburants-alimentent-ils-la-flambee-des-prix-agricoles----20080403U7DBR5L-\\$Channel=Journal-\\$SubChannel=La%20Tribune%20Forum](http://www.latribune.fr/info/Les-biocarburants-alimentent-ils-la-flambee-des-prix-agricoles----20080403U7DBR5L-$Channel=Journal-$SubChannel=La%20Tribune%20Forum)

⁶⁵ <http://www.aces.uiuc.edu/news/stories/news4332.html>

⁶⁶ <http://www.desmoinesregister.com/apps/pbcs.dll/article?AID=/20080330/BUSINESS/803300315/-1/NEWS04>

⁶⁷ <http://www.ers.usda.gov/Briefing/SoybeansOilcrops/2008baseline.htm>

⁶⁸ <http://news.mongabay.com/2008/0214-fao.html>

a) Pourtant la balance commerciale agricole de l'UE a été constamment déficitaire ces dernières années : de 16,9 milliards d'€(soit 21,2 Md\$) avec les produits de la pêche en 2006 et encore de 3,1 milliards d'€(3,9 Md\$) sans ceux-ci. Exclure les produits de la pêche des échanges agricoles, a fortiori des échanges alimentaires, est d'autant moins cohérent qu'il s'agit de protéines animales largement substituables à la viande, que l'aquaculture en fournit une proportion grandissante et que les ministères de l'agriculture sont généralement en charge de la pêche.

Tableau – Le solde négatif des échanges agricoles de l'UE-27 de 2002 à 2006

Milliards d'euros	2002	2003	2004	2005	2006
Exportations et importations agricoles sans produits de la pêche et celles des produits de la pêche					
Exportations agricoles totales sans produits de la pêche	54,776	53,234	53,691	57,944	65,099
Importations agricoles totales sans produits de la pêche	60,667	59,202	60,973	63,396	68,186
Exportations des produits de la pêche	2,186	2,125	2,153	2,287	2,425
Importations des produits de la pêche	12,418	12,329	12,104	13,688	15,744
Solde négatif de la balance des échanges agricoles selon le champ des produits considérés					
Total des produits agricoles sans les produits de la pêche	-5,891	-5,968	-7,282	-5,452	-3,087
Produits de la pêche	-10,232	-10,204	-9,951	-1,1401	-1,3319
Total avec produits de la pêche	-16,123	-16,172	-17,233	-16,853	-16,406
Total sans pêche, caoutchouc et fibres textiles	-2,884	-3,340	-4,781	-3,802	-1,063
Total alimentation et boissons sans produits de la pêche	2,970	2,427	0,619	1,008	4,389

Source : Eurostat (http://epp.eurostat.ec.europa.eu/cache/ITY_OFFPUB/KS-CV-07-001/EN/KS-CV-07-001-EN.PDF)

b) Ensuite l'UE-27 est la première importatrice nette d'oléagineux, loin devant la Chine : 17 Mt de graines oléagineuses (dont 15,3 Mt de soja), 27 Mt de tourteaux (dont 22,1 Mt de soja) et 8,2 Mt d'huiles (dont 1,4 Mt de soja) en 2006-07.

c) L'UE-27 est devenue en 2007-08 importatrice nette de 10,1 Mt de céréales : selon l'USDA, elle resterait exportatrice nette de blé pour 2,5 Mt (9 Mt d'exportations et 6,5 Mt d'importations) mais ses importations nettes de céréales secondaires seraient de 11,6 Mt (16,7 Mt d'importations et 5,1 Mt d'exportations) et de 1 Mt de riz⁶⁹.

Tableau – L'UE-27 est devenue fortement importatrice nette de céréales en 2007-08

Millions de tonnes	2005-06			2006-07			2007-08		
	Import.	Export.	Solde	Import.	Export.	Solde	Import.	Export.	Solde
Blé	6,76	15,69	8,93	5,14	13,87	8,73	6,50	9,00	2,5
Céréales second.	2,78	4,36	1,58	7,99	4,69	-3,30	16,69	5,06	-11,63
Riz	1,73	0,16	-1,57	1,30	0,15	-1,15	1,10	0,15	-0,95
Total	11,27	20,21	8,94	14,43	18,71	4,28	23,06	14,21	-10,08

Source : <http://usda.mannlib.cornell.edu/usda/current/wasde/wasde-04-09-2008.pdf>

Cela situe l'UE en 5^è position des importateurs nets de céréales en 2007-08 (pour les autres pays nous n'avons les données que pour le blé, le maïs, l'orge et le riz), après le Japon (23,2 Mt), le Mexique (13,3 Mt), la Corée du Sud (11,8 Mt) et l'Egypte (11 Mt).

En fait cette estimation de l'USDA pour la campagne de commercialisation 2007-08 est en deçà de celle de l'ONIGC (Office interprofessionnel des grandes cultures de France) qui a enregistré à fin mars 2008, soit 3 mois avant la fin de la campagne (fin juin), 19,7 Mt d'importations (dont 11 Mt de maïs, 4,5 Mt de sorgho et 4,2 Mt de blé) contre 9,7 Mt d'exportations (dont 6,2 MT de blé et 3,5 Mt d'orge).

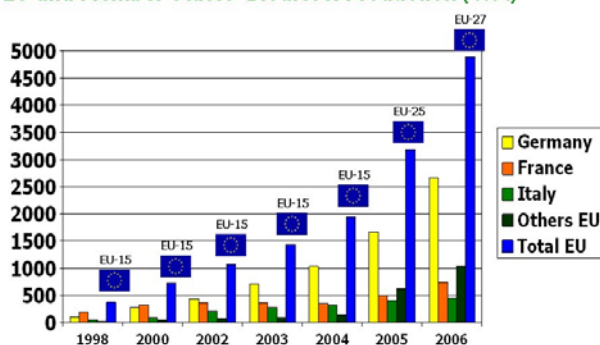
⁶⁹ <http://usda.mannlib.cornell.edu/usda/current/wasde/wasde-04-09-2008.pdf>

e) L'essor des biocarburants de l'UE est aussi responsable de la flambée des prix agricoles
 L'UE a adopté un objectif d'incorporation de 5,75% de biocarburants dans les carburants utilisés pour les transports en 2010 et de 10% pour 2020, la France de 7% en 2010 et 10% en 2015 et l'Allemagne de 17% en 2020.

i) Le biodiesel

Il représentait en 2006 80% des biocarburants de l'UE (4,9 Mt contre 1,2 Mt pour le bioéthanol) et la capacité de production a bondi à 10,2 Mt en 2007, permettant d'atteindre l'objectif de 10% avec deux ans d'avance⁷⁰. En fait l'UE a produit 77% du biodiesel mondial en 2006, loin devant les EU (836 000 t). En 2006/07, le biodiesel a absorbé 64 % de l'huile de colza utilisée dans l'UE-25 et, malgré que la production communautaire de graines de colza ait doublé de 8 Mt en 1992 à 16 Mt en 2006, depuis 2006-07 la balance commerciale en graines de colza est devenue déficitaire⁷¹. Cela a contribué à une hausse supérieure du prix de l'huile de colza que celle des autres oléagineux. L'UE a aussi contribué à la hausse du prix des autres huiles puisque ses importations d'huiles et corps gras végétaux ont pratiquement doublé de 2000 (5,2 Mt) à 2006 (10,0 Mt)⁷².

EU and Member States' Biodiesel Production ('000 t)



Source : <http://www.ebb-eu.org/stats.php>

Mais la production effective de 2007 a stagné, en partie du fait de la concurrence de 700 000 tonnes de biodiesel des EU (B99) importées, alors que le soja et le biodiesel y sont fortement subventionnés (300 \$/t) et que l'UE n'a pas de droits de douane sur les oléagineux depuis les années 1960 et que le droit sur le biodiesel est limité à 6,5%⁷³. Le B99 était vendu en septembre 2007 à 860 \$/t, bien moins cher que les 1 114 \$/t pour l'huile brute de colza avant raffinage pour faire le biodiesel, lequel raffinage coûte 125 \$/t⁷⁴. En fait ces exportations de biodiesel soi-disant des EU sont en grande partie des réexportations de biodiesel importé d'Asie du Sud-est et d'Amérique latine où il est mélangé à 1% de diesel ordinaire des EU (le B99 contient lui-même 1% de diesel), ce qui suffit pour obtenir une réduction fiscale de 1\$ par gallon : c'est ce qu'on appelle le système "splash and dash"! C'est pourquoi les industriels font pression pour que l'UE intente une poursuite à l'OMC contre les EU.

Comme l'UE importe en moyenne 45% de ses besoins en huile végétale, il est clair que sa demande croissante liée au biodiesel a contribué fortement à la hausse des prix de l'huile de

⁷⁰ [http://www.ebb-](http://www.ebb-eu.org/EBBpressreleases/EBB%20press%20release%202006%20stats%202007%20cap%20Final.pdf)

[eu.org/EBBpressreleases/EBB%20press%20release%202006%20stats%202007%20cap%20Final.pdf](http://www.ebb-eu.org/EBBpressreleases/EBB%20press%20release%202006%20stats%202007%20cap%20Final.pdf)

⁷¹ [http://www.inra.fr/internet/Departements/ESR/publications/iss/pdf/iss07-](http://www.inra.fr/internet/Departements/ESR/publications/iss/pdf/iss07-2Jac.pdf?PHPSESSID=9a464bd90ff3f4bda8e7c214d9d92f8f)

[2Jac.pdf?PHPSESSID=9a464bd90ff3f4bda8e7c214d9d92f8f](http://www.inra.fr/internet/Departements/ESR/publications/iss/pdf/iss07-2Jac.pdf?PHPSESSID=9a464bd90ff3f4bda8e7c214d9d92f8f)

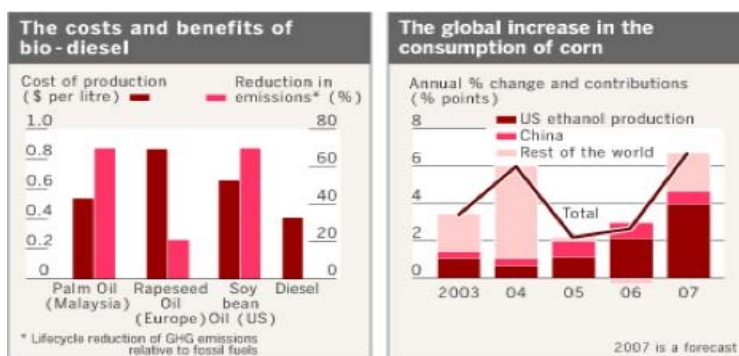
⁷² http://ec.europa.eu/agriculture/agrista/tradestats/2007/trade_eu27_sem/agg_qty_imp_page_001.htm

⁷³ <http://www.ebb-eu.org/EBBpressreleases/EBB%20position%20RED%20Directive%20Jan%202008.pdf>

⁷⁴ http://business.timesonline.co.uk/tol/business/industry_sectors/natural_resources/article2557242.ece

colza, même si moins de 5% du biodiesel de l'UE est produit à partir d'huiles importées, notamment l'huile de palme.

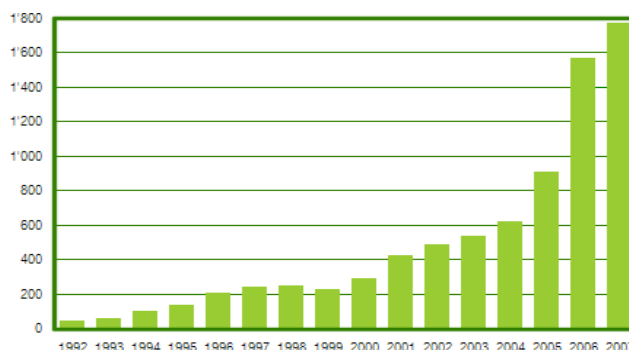
Surtout la hausse du prix de l'huile de colza, parallèle à celle du prix du pétrole, a fortement réduit la rentabilité de la production de biodiesel si bien qu'un grand nombre d'usines tournent à perte depuis le milieu de 2007 et les projets d'extension ont été annulés⁷⁵. Et en Allemagne, qui a produit 54% du total de l'UE en 2006, le gouvernement a réduit de 20% la réduction des taxes sur le biodiesel où elles ne sont plus inférieures au diesel que de 20%.



Source : http://www.treehugger.com/files/2007/11/biofuels_subsidies.php

ii) Le bioéthanol

La production de bioéthanol-carburant de l'UE a augmenté en moyenne de 28% par an de 1992 à 2007 où elle atteint 1,77 Mdl (dont 578 Ml en France, 1^{er} producteur), la positionnant au 4^e rang après les EU (24,5 Mdl), le Brésil (21,3 Mdl) et la Chine (1,8 Mdl). Selon une source allemande cependant l'UE serait en 3^e position en 2007 (2,16 Mdl) après les EU (24,6 Mdl), le Brésil (19,0 Mdl) et avant la Chine (1,84 Mdl).



Source : <http://www.eners.ch/plateforme/infos/eu-bioethanol.php>

Toutefois la consommation de bioéthanol-carburant de l'UE a été de 2,7 Mdl en 2007, les importations du Brésil ayant été de 1 Mdl, malgré un droit de douane de 1\$/gallon (0,26\$/l), donc de 260 M\$⁷⁶.

Les principaux produits utilisés pour les 1,560 Mdl d'éthanol de l'UE en 2006 ont été : 1,4 Mt de blé (pour 32,3% de l'éthanol), 1,1 Mt d'orge (pour 28,2%), 0,5 Mt de maïs (pour 12,8%), 0,8 Mt de betteraves (pour 5,6%), sachant que 128 Ml (pour 8,2%) proviennent de la

⁷⁵ <http://www.rsc.org/chemistryworld/News/2008/April/04040803.asp>

⁷⁶ <http://www.frost.com/prod/servlet/market-insight-top.pag?Src=RSS&docid=120514123>

distillation des excédents de vins. Mais l'objectif pour 2012 étant d'atteindre 10,1 Mdl d'éthanol, cela nécessiterait 11,2 Mt de blé, 1,1 Mt d'orge, 3,2 Mt de maïs, 0,5 Mt de seigle et 35,2 Mt de betteraves. Il est clair que l'affectation de ces productions à l'éthanol ont déjà contribué de façon significative à la hausse de leurs prix et le feront infiniment plus d'ici 2012 si les objectifs sont maintenus.

L'INRA estime que, pour atteindre l'objectif de l'UE pour 2010 d'incorporer 5,75% de biocarburants sans importations, cela nécessiterait 13 millions d'ha, soit 20% des surfaces en cultures arables aujourd'hui, ce qui poserait des problèmes d'environnement mais ferait surtout augmenter le prix des graines de colza. A fortiori l'objectif de 10% pour 2020 aurait des répercussions difficilement imaginables sur les besoins en surfaces et les effets sur l'environnement, tant dans l'UE que dans les pays d'où viendraient les importations.

iii) Les critiques aux biocarburants de l'UE et plus générales

Les critiques de la société civile exigeant un moratoire de la production et des importations de biocarburants dans l'UE⁷⁷ et de nombreux responsables politiques des Etats membres et du Parlement européen ont conduit la Commission européenne à proposer des restrictions à l'importation d'huiles végétales de pays où leur production dégrade l'environnement, proposition que le Conseil devrait adopter le 7 mai 2008.

Tout dernièrement plusieurs responsables de l'UE ont demandé de revoir les objectifs, dont le Commissaire à l'Environnement Stavros Dimas a déclaré à "Die Welt" : "*L'objectif de l'Union européenne d'obtenir d'ici à 2020 que 10 % des carburants soient issus de plantes ne doit pas être la priorité absolue si le prix à payer est que la nature et les hommes en pâtissent*"⁷⁸. Le Premier Ministre britannique Gordon Brown a demandé de reconsidérer le programme biocarburant de l'UE⁷⁹.

Pour autant la Commission européenne a rejeté le 14 avril 2008 l'affirmation de Jean Ziegler, Rapporteur spécial des Nations Unies sur le droit à l'alimentation, que la production de biocarburants est "*un crime contre l'humanité*"⁸⁰, arguant que remettre en cause cette composante de son programme de lutte contre le réchauffement climatique remettrait aussi en cause son objectif de réduire de 20% en 2020 les émissions de gaz à effet de serre. Ce faisant la Commission reste sourde aux conclusions de son propre Centre de recherche – pour qui les coûts environnementaux des biocarburants dépasseront très certainement tous les avantages que l'on peut en espérer – ainsi que de l'Agence européenne de l'environnement qui a demandé de suspendre de toute urgence l'objectif de 10% jusqu'à ce qu'une étude complète d'impact soit réalisée⁸¹.

De même, selon Agra-Press, la filière française de bioéthanol se défend de toute influence sur la flambée des prix agricoles mondiaux : "*Le modèle français et européen du bioéthanol n'a pas d'impact sur la sécurité alimentaire, indiquent dans un communiqué commun le SNPAA (producteurs d'alcool agricole), la CGB (betteraviers) et Passion Céréales (céréaliers). À l'occasion des inquiétudes exprimées dernièrement sur la situation alimentaire de nombreux pays en voie de développement, la production de biocarburants « est parfois désignée comme l'une des causes de la pénurie actuelle ». Or, le modèle français et européen*

⁷⁷ http://www.econexus.info/agrofuel_moratorium_call.html

⁷⁸ <http://www.lesechos.fr/info/inter/4716963.htm>

⁷⁹ <http://www.reportonbusiness.com/servlet/story/RTGAM.20080410.wfood0411/BNStory/Business/?pageRequested=1>

⁸⁰ http://news.yahoo.com/s/afp/20080414/sc_afp/euunfarmpovertyenergy politicsbiofuel_080414143918

⁸¹ http://commentisfree.guardian.co.uk/david_cronin/2008/04/fuelling_the_food_crisis_1.html

*de développement du bioéthanol « est fondé sur des objectifs raisonnables (10 % dans l'UE en 2020), des critères de durabilité et une diversification des matières premières (blé, betteraves, maïs) », expliquent les trois signataires du communiqué. En France, l'objectif national qui vise à incorporer 7 % de bioéthanol dans l'essence en 2010 nécessite à peine 3 % des surfaces agricoles cultivées en céréales et en betteraves*⁸².

La filière française de biodiesel (diester) fait encore plus fort : *"Le Diester favorise la disponibilité mondiale de matières premières alimentaires. Pour chaque litre de Diester produit en France, 1,5 kg d'aliment pour les élevages est produit sous forme de tourteau. Cet aliment riche en protéines remplace le tourteau de soja traditionnellement importé du continent américain. En 2010, ce sont ainsi près de 3,5 millions de tonnes de tourteaux qui seront produits en France et c'est autant de tourteaux de soja qui resteront disponibles sur les marchés mondiaux. Cela peut sans doute sembler paradoxal, mais la production française de Diester à partir de colza et de tournesol est clairement une réponse aux besoins alimentaires en viandes et en produits animaux*⁸³.

Pourtant les sonnettes d'alarme n'ont pas manqué depuis plusieurs mois, y compris de la part de la première firme agroalimentaire mondiale et des institutions internationales promouvant la mondialisation néo-libérale que sont l'OCDE, la Banque mondiale, le FMI et la FAO.

Pour Peter Brabeck, président de Nestlé, *"Si l'on veut couvrir 20 % des besoins énergétiques avec des biocarburants, comme cela est prévu, il n'y aura plus rien à manger*⁸⁴. C'est un constat d'autant plus facile ou paradoxal que la rentabilité de Nestlé a encore progressé.

Un rapport de l'OCDE du 12 septembre 2007 concluait que *"La poussée actuelle d'expansion de l'utilisation des biocarburants crée des tensions insoutenables qui déstabiliseront les marchés sans générer d'avantages significatifs pour l'environnement... Les gouvernements devraient cesser de se fixer de nouveaux objectifs pour les biocarburants et rechercher les moyens de les éliminer... Seuls l'éthanol de canne à sucre au Brésil et celui tiré des sous-produits de la production de cellulose (Suède et Suisse), et le biodiesel tiré des graisses animales et huiles de cuisson usagées peuvent réduire de façon importante les émissions de GES par rapport au pétrole et diesel*⁸⁵.

Quant à la Banque mondiale elle souligne dans un rapport récent le bilan écologique négatif de l'éthanol de maïs aux EU mais met aussi en doute le bilan écologique positif de l'éthanol de canne à sucre du Brésil et du biodiesel d'Indonésie. Le rapport conclut : *"Ces considérations soulèvent des questions sur le classement du bioéthanol et du biodiesel dans la catégorie des biens environnementaux*⁸⁶.

Le FMI lui-même souligne que *"La fabrication de biocarburants perturbe sérieusement les marchés de produits alimentaires. Dans les grands pays producteurs, 20 à 50 % de l'alimentation animale, en particulier le maïs et la graine de colza, y sont réaffectés... Les projets ambitieux des États-Unis et de l'Union européenne pour les biocarburants impliquent de continuer à réaffecter des cultures à cette production pendant au moins cinq ans... La*

⁸² <http://www.agpb.fr/fr/depeche/depeche.asp#3041>

⁸³ <http://www.agrisalon.com/06-actu/article-20380.php?search=sp%E9culation>

⁸⁴ <http://www.jdf.com/enquete/2008/04/19/04004-20080419ARTHBD00077-causes-et-consequences-de-la-flambee-des-prix-des-matieres-agricoles.php>

⁸⁵ <http://www.cfr.org/publication/14293/oecd.html>

⁸⁶ http://siteresources.worldbank.org/INTOGMC/Resources/Considering_trade_policies_for_liquid_biofuels.pdf

demande de biocarburants a fait monter non seulement le prix du maïs, mais également ceux d'autres produits alimentaires, car le maïs sert d'intrant à leur production (viande, volaille, produits laitiers) ou de substitut proche. Aux États-Unis, par exemple, elle a entraîné une hausse des cours de la viande et de l'huile de soja (le maïs et le soja étant en concurrence pour les mêmes surfaces); les effets de substitution ont fait augmenter les prix d'autres huiles comestibles. À un moindre degré, la demande de biodiesel a influé sur les prix des huiles comestibles, parce que l'huile de soja et d'autres huiles végétales, comme celles de palme et de colza, servent aussi d'intrants du biodiesel⁸⁷.

On a vu que, pour la FAO, l'éthanol de maïs des EU est responsable d'un tiers de la hausse des prix du maïs⁸⁸.

3) Les autres responsabilités des EU et de l'UE dans les émeutes actuelles de la faim

Au-delà des effets considérables de leurs programmes de biocarburants et du déficit de la balance agricole, et notamment des céréales et oléagineux de l'UE, les EU et l'UE sont à la source de bien d'autres causes de la flambée des prix agricoles et des émeutes de la faim dans les PED. Il serait trop long d'en faire l'inventaire et on se limite à quelques causes essentielles.

a) Ce sont les EU et l'UE qui ont élaboré ensemble l'Accord sur l'agriculture (AsA) de l'OMC qui a ruiné les agricultures des PED

Si, face à la flambée des prix alimentaires, le FMI, la Banque Mondiale et l'OMC concluent à la nécessité de finaliser le Doha Round pour libéraliser davantage les échanges agricoles, en réalité c'est la forte baisse des protections agricoles conjuguée au dumping massif des exportations de l'UE et des EU qui ont accru la dépendance alimentaire des PED en ruinant leurs agriculteurs et industries alimentaires.

Non seulement les EU et l'UE font pression pour que les PED continuent à réduire leur protection à l'importation sur les produits agricoles et non agricoles, mais l'AsA leur a permis de poursuivre un dumping massif de leurs exportations agricoles par deux mécanismes :

i) Par la définition du dumping et des subventions autorisées : alors que, pour l'homme de la rue, il y a dumping si on exporte à un prix inférieur au coût moyen de production du pays exportateur, pour l'OMC il n'y a pas de dumping tant qu'on exporte au prix intérieur, même s'il est inférieur au coût moyen de production. Cela a été la raison majeure des réformes de la PAC depuis 1992 : rapprocher les prix agricoles des prix mondiaux a permis à l'UE d'exporter sans ou avec peu de subventions à l'exportation. Cela a aussi été la raison majeure des modifications du Farm Bill des EU depuis 1996 : faire baisser les prix intérieurs des grains (céréales, riz, oléagineux et protéagineux) pour éliminer ou appauvrir les concurrents sur le marché mondial grâce à des aides (marketing loans et paiements contracycliques) compensant la baisse des prix jusqu'à un prix minimum garanti.

ii) Par la violation des règles de l'AsA et la non prise en compte des précédents de l'Organe d'appel de l'OMC

Or vendre à un prix inférieur au coût de production n'est possible que dans les pays riches qui compensent ces bas prix par des subventions internes "découplées" des niveaux de production ou de prix courants, autorisées par l'OMC. Aujourd'hui l'essentiel du dumping massif des EU et de l'UE réside dans les subventions internes aux produits exportés car les subventions spécifiques à l'exportation ont été fortement réduites dans l'UE depuis les années

⁸⁷ <http://www.imf.org/external/pubs/ft/fandd/fre/2008/03/pdf/helbling.pdf>

⁸⁸ <http://news.mongabay.com/2008/0214-fao.html>

1990 et n'ont jamais été fortes aux EU. Or l'Organe d'appel de l'OMC a jugé depuis 2001 que le dumping doit tenir compte des subventions internes aux exportations et que les aides directes dites "découplées" ne le sont pas. Mais l'OMC n'a pas le droit de contrôler la véracité des notifications de subventions des Membres et ne considère pas les jugements de son Organe d'appel comme des précédents.

Par exemple sur des subventions totales au coton des EU de 5,1 Md\$ en 2005, 4,8 Md\$ sont des subventions internes dont 4,5 Md\$ aux agriculteurs (le reste aux filatures). Comme 73,5% du coton a été exporté, 3,3 Md\$ ont été des subventions internes au coton exporté versées aux agriculteurs, soit 93% des 3,6 Md\$ des subventions totales au coton exporté, les exportateurs en ayant reçu 253 M\$. Si les EU ont été condamnés à l'OMC à supprimer leurs subventions à l'exportation du coton en août 2006, ils ont donc pu maintenir 93% des subventions versées aux producteurs pour le coton exporté au prétexte qu'il s'agissait de subventions internes. En conséquence le maintien de ces subventions n'est pas pour rien sur la faible remontée du prix mondial du coton (qui est celui des EU) comme on l'a vu au tableau 1.

Ce maintien d'un très faible prix du coton explique pour une bonne part les émeutes récentes de la faim en Afrique de l'Ouest, à côté bien sûr du dumping massif des produits alimentaires de base exportés par l'UE et les EU (blé, riz, sucre, oléagineux, produits laitiers, viande de volaille) qu'ils ont dû importer puisque, parallèlement, ces pays ont été obligés d'abaisser énormément leur protection à l'importation sous les pressions du FMI, de la Banque mondiale, qui sont le bras armé des EU et de l'UE qui en contrôlent à eux deux la majorité des voix.

Si l'UE a réduit de 90% ses subventions à l'exportation des céréales de 1992 à 2002, avec les aides internes, la subvention par tonne exportée a augmenté de 20% puisque le volume exporté a baissé de moitié⁸⁹. De même l'UE a accordé 329 M€an de 1995 à 2000 de subventions aux volailles exportées, dont les 3/4 en subventions internes. De même 62% des 462 M€an accordées en moyenne aux exportations de viande de porc dans la même période ont été des subventions internes. Cela a été aussi le cas pour 38% des 2,7 Md€an de subventions aux produits laitiers exportés et pour 52% des 1,8 Md€an de subventions aux exportations de viande bovine.

Pour les EU, l'IATP a montré que le taux moyen de dumping de 1997 à 2003 a été de 11,8% sur le soja, 19,2% sur le maïs et le riz et 37% sur le blé. Et, comme les aliments du bétail comptent pour plus de 50% du coût de production du porc et de la volaille, les grains fourragers fortement subventionnés des EU ont impliqué des prix de dumping pour les viandes de porc et de volaille exportés, et à un moindre degré pour la viande bovine et les produits laitiers. Leur part des exportations mondiales a été de 36% pour la volaille en 2005, celle de porc de 27% en 2007 et celle de viande bovine de 12% en 2003, ces exportations ayant été récemment par la faiblesse du dollar, autre forme plus subtile de dumping.

Il faut d'ailleurs ajouter que les subventions spécifiques à l'exportation n'ont pas été interdites par l'OMC mais seulement astreintes à réduction de 36% de leur montant par rapport à leur niveau des années 1986-90.

⁸⁹ Voir différentes analyses de J. Berthelot sur le site de Solidarité : <http://solidarite.asso.fr>.

iii) L'UE et les EU n'ont pas notifié à l'OMC leurs subventions aux aliments du bétail dans la catégorie des subventions astreintes à réduction

L'UE a "oublié" de notifier dans cette catégorie (boîte orange") 9,7 Md€^{an} de 1995 à 2000. Et les EU ont subventionnés les grains ayant servi d'aliments du bétail pour un montant croissant de 3,8 Md\$ en 2002 à 7,7 Md\$ en 2005.

b) L'AsA comme la PAC et le Farm Bill ont consacré la dérégulation des marchés agricoles internationaux et nationaux, "le libre jeu des forces du marché" étant censé optimiser les prix pour tous les acteurs, et d'abord pour les consommateurs. En réalité les seuls gagnants sont les firmes agroalimentaires de plus en plus mondialisées dont les bénéficiaires ont grossi, y compris avec la flambée récente des prix agricoles. Les plus gros perdants sont les petits agriculteurs, en particulier ceux des PED qui ne bénéficient pas comme leurs collègues du Nord des subventions massives compensatrices de la baisse des prix et qui représentent d'ailleurs les 3/4 des 854 millions de sous-nutris chroniques.

c) La responsabilité la plus lourde de l'UE et des EU dans la progression récente et surtout future de la faim réside dans les accords bilatéraux de libre-échange, pudiquement appelés de "partenariat économique" par l'UE, qu'ils ont imposé aux PED, notamment l'ALENA imposé aux agriculteurs mexicains par les EU depuis 1994 et les APE (Accords de partenariat économique) imposés aux pays ACP fin 2007. Par exemple les exportations de maïs des EU au Mexique, où la tortilla constitue la nourriture de base des Mexicains, sont passées de 0,9 Mt en 1991-93⁹⁰ à 8,8 Mt en 2006⁹¹. Surtout les APE constituent la mèche qui allumera dans les années à venir une bombe dont l'explosion provoquera en Afrique sub-saharienne des émeutes auprès desquelles celles des dernières semaines apparaîtront insignifiantes.

C – Le Brésil a-t-il une responsabilité dans la flambée des prix agricoles?

Selon Anne Denis du quotidien Les Echos du 18 avril 2008, *"Le Brésil, devenu en quelques années numéro deux du bioéthanol (derrière les Etats-Unis) grâce à une politique ultravolontariste, est particulièrement montré du doigt. D'autant que, du fait de ses exportations, il est l'un des grands bénéficiaires de la flambée des prix agricoles. Le président Lula a pourtant défendu sa politique, lors d'une conférence régionale de la FAO qui se tient à Brasilia. « Le vrai crime contre l'humanité (1) serait de rejeter a priori les biocarburants, et de laisser les pays étranglés par le manque de produits alimentaires et d'énergie dans la dépendance et l'insécurité », a-t-il riposté en mettant en cause « l'impact négatif de l'augmentation du pétrole sur les coûts de production » et celui « des subventions et du protectionnisme dans le secteur agricole »"*⁹².

(Cette section sur le Brésil sera terminée ultérieurement)

V – Le rôle de la spéculation financière sur les produits agricoles et le pétrole, et de la chute du dollar dans la flambée des prix agricoles

De toute évidence la flambée des prix agricoles mondiaux en deux ans – hausse de 120% à 180% de janvier 2006 à février 2008 pour les céréales et oléagineux (voir sections II et III) – ne peut s'expliquer seulement par la baisse de 19% des stocks mondiaux de céréales, de 11% des stocks de graines oléagineuses et de 12% des stocks d'huiles – du fait notamment de leur

⁹⁰ <http://www.ers.usda.gov/publications/wrs0701/wrs0701.pdf>

⁹¹ <http://www.ers.usda.gov/Data/Feedgrains/StandardReports/YBtable22.htm>

⁹² <http://www.lesechos.fr/info/inter/4716963.htm>

utilisation pour les biocarburants – mais par une très forte spéculation financière qui a amplifié considérablement les fluctuations et s'est appuyée sur des anticipations auto-réalisatrices. On retrouve ici le phénomène récurrent des bulles spéculatives intervenues sur les marchés boursiers ou immobiliers dans plusieurs pays depuis 20 ans. Et, comme ces autres bulles ont fini par éclater, il n'y a pas de raison que celle en cours sur les produits agricoles n'ait pas le même sort, et ce d'autant que l'élasticité de la demande alimentaire est très faible et qu'il suffira donc d'une faible hausse de la production globale pour faire s'effondrer les prix.

Pour le FMI *"Sur les marchés financiers, les produits de base constituent désormais une partie bien établie de la catégorie plus large des actifs de substitution... L'abondance de liquidités due à la faiblesse des taux d'intérêt tend aussi à augmenter la demande d'actifs sous forme de matières premières (en partie parce que les titres publics à faible rendement sont moins attractifs) et l'incitation à les stocker, en diminuant le coût de portage, toutes choses égales par ailleurs. Le taux de change du dollar influe sur les cours des matières premières, car la plupart d'entre elles — le pétrole brut, les métaux précieux et industriels, les céréales, telles que le blé et le maïs — sont cotées dans cette monnaie. Sa dépréciation depuis quelques années a donc fait baisser les prix pour les consommateurs extérieurs à la zone dollar, stimulant du même coup la demande. S'agissant de l'offre, la moindre rentabilité en monnaie locale pour les producteurs extérieurs à la zone dollar a favorisé la hausse des prix des matières premières. Un recul de la valeur du dollar diminue aussi le rendement en devises étrangères des actifs financiers libellés dans cette monnaie, ce qui fait des matières premières une catégorie d'«actifs de substitution» plus intéressante pour les investisseurs étrangers"*⁹³.

Alain Faujas et Claire Gatinois en donnent un bon exemple : *"Le prix du riz a bondi de 31% en une journée, le jeudi 27 mars 2008, passant de 580 à 760 dollars, les stocks étant tombés au plus bas depuis 1976. L'Inde, l'Egypte, le Vietnam et le Cambodge ont annoncé qu'ils suspendaient leurs exportations de riz au moment où les Philippines en cherchaient désespérément 500 000 tonnes sur le marché. Les spéculateurs ont sauté sur l'occasion, comme ils ne cessent de le faire pour le blé, l'or, le pétrole ou les carcasses de porc dont les cours fluctuent de plus en plus brutalement"*⁹⁴.

Comment expliquer autrement que par la spéculation que, sur le marché à terme de grains de Minneapolis, le prix du blé HRW à haute teneur en protéine ait augmenté de 29% le 25 février 2008 par rapport à la veille?⁹⁵

Selon le New York Times du 22 avril 2008, *"Les prix des indices larges de commodités ont grimpé de 40 pour cent l'année dernière et les prix des grains ont gagné encore plus – environ 65 pour cent pour le maïs, 91 pour cent pour le soja et plus de 100 pour cent pour certains types de blé. Ce boom des prix a attiré un torrent de nouveaux investissements de Wall Street, estimés à au moins 300 milliards de \$"*⁹⁶.

La Commodity Futures Trading Commission, qui surveille les marchés à terme des EU, *"a découvert que les fonds de Wall Street indexés sur les commodités... ont une concentration bien plus lourde sur les marchés à terme agricoles que beaucoup le pensaient. La*

⁹³ <http://www.imf.org/external/pubs/ft/fandd/fre/2008/03/pdf/helbling.pdf>

⁹⁴ http://www.lemonde.fr/economie/article/2008/03/28/la-speculation-chamboule-les-prix-des-matieres-premieres_1028439_3234.html

⁹⁵ <http://www.farmpolicy.com/?p=727#more-727>

⁹⁶ http://www.nytimes.com/2008/04/22/business/22commodity.html?_r=2&th&emc=th&oref=slogin&oref=slogin

*Commission a trouvé que les fonds de Wall Street contrôlent un cinquième des contrats à terme de commodités comme le maïs, le blé et le bétail vif sur les marchés à terme de Chicago, Kansas City et New York. Sur les marchés à terme de Chicago, par exemple, les fonds réalisent 47 pour cent des contrats à long terme sur les porcs en vif, 40 pour cent de ceux sur le blé, 36 pour cent de ceux sur le bétail vif et 21 pour cent de ceux sur le maïs. "Ce sont des chiffres qui vous laissent pantois" déclare Dan Basse, le président de AgResources, une firme de recherches agricoles de Chicago*⁹⁷.

*Cette implication des hedge funds sur les marchés à terme des commodités agricoles fait que "aujourd'hui les prix des cultures ne sont pas seulement plus élevés, ils sont aussi beaucoup plus volatils. Par exemple, une mesure de la volatilité largement utilisée a montré que les traders en mars anticipaient que les prix du blé pouvaient osciller à la hausse ou à la baisse de plus de 72 pour cent dans l'année à venir, trois fois la volatilité moyenne de ce mois-là et le niveau le plus élevé depuis au moins 1980. L'oscillation du prix anticipé en mars pour le soja était de trois fois sa moyenne mensuelle, et la volatilité dans les prix du maïs était de deux fois sa moyenne mensuelle. Ces oscillations sauvages dans les prix anticipés détériorent les mécanismes – comme les contrats à terme et options – qui dans le passé ont amorti les chocs subis par l'agriculture*⁹⁸.

*Pour Karel Vereycken et Bertrand Buisson "La version officielle généralement exposée dans les journaux... consiste à blâmer les Chinois et les Indiens, trop nombreux et devenus friands de céréales, et le changement climatique responsable de mauvaises récoltes... Les vautours de la spéculation, associés aux principaux intérêts financiers mondiaux, ont dans un premier temps organisé une baisse des prix sur les marchés agricoles, créant ainsi une situation de pénurie. Dans un second temps - aujourd'hui - ils se précipitent sur les produits de ces marchés pour spéculer à la hausse. Et en même temps, ils promeuvent les agro-carburants, impliquant un retrait des céréales, du colza, du soja, de la betterave et de la canne à sucre du secteur alimentaire, pour accélérer les anticipations haussières sous des prétextes plus ou moins écologiques*⁹⁹.

*Syed, le directeur de Axiom Funds – le hedge fund ayant eu les meilleurs résultats en 2007 parmi ceux spécialisés sur les "commodités" –, "déclare qu'il souhaite augmenter ses investissements dans les fonds agricoles car les prix records du pétrole propulsent la demande de biocarburants. On ne pense pas qu'il s'agit d'un simple engouement. L'équilibre offre-demande joue en faveur de prix agricoles supérieurs dans les années à venir"*¹⁰⁰.

*Pour Patrick Collinson and Paul Bicknell, "L'agriculture est la dernière "classe d'actifs" à exciter les investisseurs, qui se ruent sur les "commodités telles que le blé, le maïs et les graines de soja, puisque le changement climatique et l'appétit croissant pour la viande et les grains des pays émergents d'Asie font bondir les prix"*¹⁰¹. Et ils précisent que "Les Exchange Traded Funds (ETF) sont un moyen bon marché pour les petits investisseurs de se lancer dans les placements sur les commodités. On peut les acheter et vendre comme n'importe quelle autre action... On peut opter pour un ETF qui couvre un panier de commodités, ou en acheter de particulières, comme le blé et le maïs... Sarasin... lance son fonds AgriSar lundi, investissant dans l'agriculture et les industries et secteurs connexes".

⁹⁷ <http://www.nytimes.com/2007/01/19/business/19futures.html>

⁹⁸ http://www.nytimes.com/2008/04/22/business/22commodity.html?_r=2&th&emc=th&oref=slogin&oref=slogin

⁹⁹ http://www.solidariteetprogres.org/article-imprim.php3?id_article=3288

¹⁰⁰ <http://www.iht.com/articles/2007/08/21/bloomberg/bxfund.php?page=1>

¹⁰¹ <http://www.guardian.co.uk/money/2008/mar/15/moneyinvestments.alternativeinvestments>

Pour Henry Boucher, le directeur du fonds AgriSar, *"Sur les 18 derniers mois nous avons enregistré des résultats très satisfaisants du segment agriculture de nos portefeuilles mondiaux d'investissement en actions. Nous sommes convaincus qu'il y a des opportunités à long terme de s'exposer dans ce domaine en tant qu'actif à part entière... Sarasin engage une équipe de professionnels expérimentés pour gérer le nouveau fonds... équipe soutenue par la maison mère ultime qu'est Rabobank, la plus grande banque agricole mondiale"*¹⁰².

Et il précise : *"Le fonds aura un portefeuille d'approximativement 50 à 60 valeurs au long de la filière du secteur agricole. Cela inclut les engrais, les pesticides et les semences, l'irrigation, la mécanisation, le stockage, la transformation et la distribution. Le fonds peut investir dans les commodités agricoles elles-mêmes, mais on attend que cette exposition ne dépasse pas 15 pour cent. Ceci parce que l'histoire de la croissance réelle à long terme réside dans la chaîne d'approvisionnement conduisant à la production"*.

William Pfaff écrit le 17 avril 2008 : *"Curieusement on a peu parlé du rôle de la spéculation dans la poussée des prix des commodités en général et des produits alimentaires en particulier. On avance parfois l'argument que la spéculation n'est pas importante parce que les spéculateurs à terme ne prendront jamais livraison des produits; mais c'est là précisément le problème. C'est pour cela que la spéculation est très destructrice du marché réel. Les achats à terme des produits agricoles ont été classiquement le moyen par lequel un nombre limité de traders ont stabilisé les prix à terme des produits et permis aux agriculteurs de se financer par le biais de ventes à terme. Les achats spéculatifs n'ont pas d'autre but que de faire de l'argent pour les spéculateurs, qui conservent leurs contrats pour faire monter les prix courants avec l'intention, non pas de vendre les produits sur le marché réel à venir, mais de dénouer leurs positions sur un marché artificiellement gonflé, au dépens du consommateur ultime"*.

L'agriculteur Fred Grieder, qui exploite une ferme de 600 hectares dans l'Illinois constate que *"les primes d'assurance des cultures augmentent avec la volatilité. De même qu'augmente le coût des ventes avec option, l'instrument financier qu'il a utilisé pour se couvrir contre les baisses de prix. Face à la volatilité et aux problèmes de couverture, certains silos de grains refusent d'acheter les cultures à l'avance, fermant la manière la plus commune utilisée par les agriculteurs pour fixer le prix à l'avance... Les ventes à terme négociables, par exemple, sont moins fiables. Elles ne fonctionnent comme une couverture que si elles tombent à l'échéance à un prix à peu près comparable au prix sur le marché au comptant, où le grain est effectivement vendu. De plus en plus – pour des raisons controversées – les ventes à terme de grain expirent à des prix très supérieurs au prix du marché au comptant. Quand cela arrive, les agriculteurs ou les propriétaires de silos se retrouvent devoir plus sur leurs ventes à terme que ce que valent les cultures sur le marché au comptant. De telles anomalies créent des incertitudes sur le fait de savoir si le prix reflète avec précision l'offre et la demande – un débat critique puisque le prix à terme sur le marché à terme de Chicago (CBOT) est le repère pour les prix des grains au niveau mondial"*¹⁰³.

De fait un article du New York Times de janvier 2007 constatait déjà que *"la volatilité sur les marchés du maïs a amené le CBOT à augmenter le capital risque requis pour acheter ou*

¹⁰²

http://www.sarasin.co.uk/internet/ieuk/about_us_media_relations_news_ieuk?&reference=71399&checksum=E DAB2D8BFD2DAD5D205E6C8C035B448B

¹⁰³ http://www.nytimes.com/2008/04/22/business/22commodity.html?_r=2&th&emc=th&oref=slogin&oref=slogin

vendre des contrats à terme de maïs. La semaine dernière le dépôt requis pour négocier est passé à 1 215 \$ par contrat, contre 338 \$ en janvier dernier"¹⁰⁴.

Le même constat était fait en 2006 : "Michel Deloingce, président de la Commission sociale de l'Association nationale de la meunerie française, faisait remarquer après la hausse du prix du pain en 2006 - déjà emmenée en partie par la hausse des cours mondiaux du blé - que « la volatilité des cours est accentuée désormais par des marchés financiers et notamment dans notre pays par le MATIF (Marché à terme des instruments financiers), sur lequel des opérateurs, qui n'ont parfois rien à voir avec les métiers de la filière, se livrent à des spéculations sur les prix à terme des matières premières. »"¹⁰⁵.

Naturellement les défenseurs du libre-échange, notamment de la libéralisation des marchés financiers, réfutent le rôle primordial de la spéculation financière dans la flambée des prix agricoles, y compris Philippe Chalmin quand, à la question "Pensez-vous que la flambée actuelle des prix des matières premières est due aux spéculations à la bourse ?", il répond "Un peu, mais ce n'est pas le plus déterminant. Je fais remarquer d'ailleurs qu'il n'y a pas de Bourse pour des produits comme le riz, les produits laitiers, qui ont flambé de la même manière"¹⁰⁶. Spécialiste des marchés agricoles mondiaux, il ne devrait pas ignorer que le riz paddy est coté sur le marché à terme de Chicago sous forme d'options et qu'il a même atteint son plus haut cours le 21 avril 2008, à 829 \$/t pour livraison en mai (le riz paddy est coté en 100 livres (45,36 kg), sachant que le riz représente 65% du poids du paddy)¹⁰⁷.



Source : http://www.investmenttools.com/futures/soy/welcome_to_the_page_about_rice.htm
 Rice Futures - The Blue line is a Donchian channel, red line is a 5 day exponential average, green line is a 20 day exponential average. Vertical green bars MACD (Moving average convergence divergence) 5 and 20.

Philippe Chalmin ignore aussi que les produits laitiers (lait classe III et beurre) sont cotés sur le marché à terme de Chicago sous forme également d'options.

¹⁰⁴ <http://www.nytimes.com/2007/01/19/business/19futures.html>

¹⁰⁵ http://www.solidariteetprogres.org/article-imprim.php3?id_article=3288

¹⁰⁶ http://www.lemonde.fr/archives/article/2008/04/22/philippe-chalmin-le-defi-majeur-de-la-planete-au-xxie-siecle-sera-alimentaire_1036889_0.html

¹⁰⁷ <http://futures.tradingcharts.com/marketquotes/index.php3?market=RR>



Source : <http://www.dairy.nu/quotes.asp>

A côté de la spéculation sur les marchés financiers, il ne faut pas minimiser celle des autres opérateurs des filières d'exportation, dont les agriculteurs eux-mêmes et les commerçants, notamment les exportateurs, qui doivent faire face en outre à l'appréciation de leur monnaie nationale par rapport au dollar. Sachant que les échanges de produits agricoles se font essentiellement en dollars, y compris le riz entre pays asiatiques. Ainsi le dollar est passé de 40,77 bahts thaïlandais en janvier 2006 à 31 bahts à la mi-mars 2008¹⁰⁸. Aussi les exportateurs, qui ont vendu à terme, se plaignent-ils des rétentions de stocks des riziculteurs et des rizeries, peu soucieux de vendre dans l'attente de la montée des prix et doivent souvent acheter à un prix supérieur à leur prix de vente.

Enfin un autre effet pervers de la flambée des prix agricoles est l'explosion parallèle du prix des terres agricoles. Ainsi, au Royaume-Uni *"la valeur des terres agricoles a augmenté de 28 pour cent au second semestre 2007... et de plus de 10 pour cent dans les quatre premiers mois de 2008"*¹⁰⁹. Selon l'USDA le prix moyen des terres arables a augmenté de 13% pour cent aux EU en 2007 et devrait monter de 15% de plus en 2008.

La compagnie Shell souligne que, par un effet boomerang, si le prix de la terre s'envole pour produire des biocarburants, il en résultera inévitablement une hausse des prix agricoles et de l'eau en Europe¹¹⁰. On aurait pu ajouter les dégâts environnementaux aux EU liés à la forte croissance de la production de maïs, qui polluera encore un peu plus le Golfe du Mexique. Mais on a choisi de ne pas traiter cet aspect du problème, pas plus que les effets sociaux, dans ce document centré sur les aspects économiques de la flambée des prix agricoles.

¹⁰⁸ http://www.irri.org/publications/today/pdfs/7-2/RT_Troubling_trade.pdf

¹⁰⁹ <http://www.independent.co.uk/news/uk/this-britain/fields-of-gold-investors-discover-lucrative-haven-in-britains-farmland-810376.html>

¹¹⁰ http://www.mre.gov.br/portugues/noticiario/internacional/selecao_detalhe3.asp?ID_RESENHA=446899